



# ZÉRO-12

Le nouveau magazine des enfants qui s'adresse aux parents



# LE DEVOIR

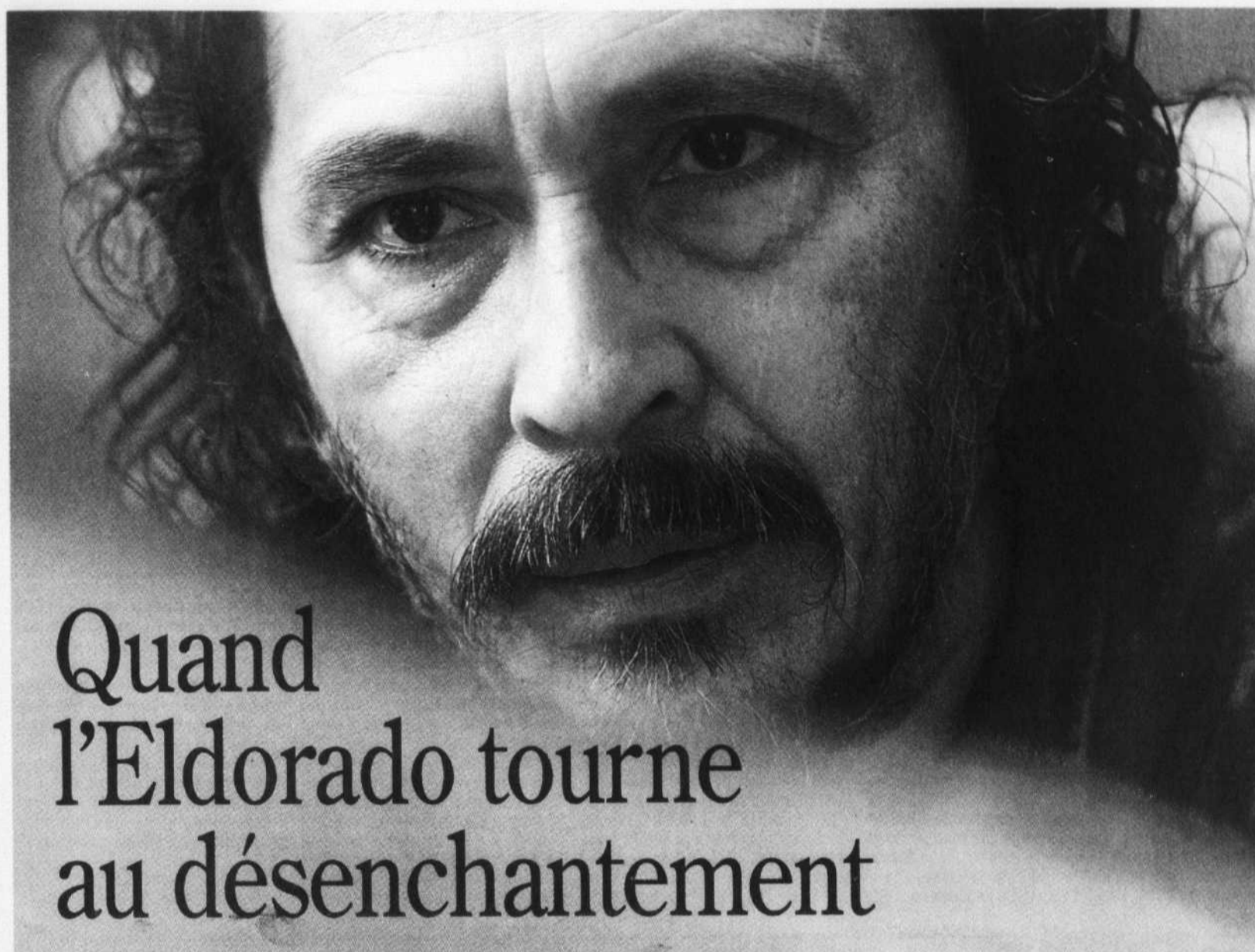
www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

Vol. XCV N° 96

LES SAMEDI 1<sup>ER</sup> ET DIMANCHE 2 MAI 2004

2,18\$ + TAXES = 2,50\$



## Quand l'Eldorado tourne au désenchantement

### Le rêve d'une vie meilleure de centaines d'immigrants diplômés se transforme souvent en une véritable course à obstacles

Le Québec ouvre grandes ses portes à des immigrants scolarisés, spécialisés dans des professions en demande. Pour plusieurs, l'Eldorado tourne au désenchantement quand vient le temps de faire reconnaître leur formation pour intégrer le marché du travail. *Le Devoir* s'est entretenu avec quelques-uns d'entre eux.

CLAIRANDRÉE CAUCHY  
LE DEVOIR

**M**édecin ou dentiste dans leur pays d'origine, ils travaillent comme infirmier ou assistante dentaire en attendant que leur formation soit reconnue. Leur rêve d'une vie meilleure a cédé la place à une véritable course à obstacles digne des Douze travaux d'Astérix. Que ce soit en raison de différences culturelles, des exigences légitimes pour réglemen-

ter une profession ou d'une application rigide des règlements, le résultat est le même: plusieurs immigrants s'efforcent dans un *no man's land* administratif. S'ils reconnaissent la nécessité d'une mise à niveau de leurs connaissances, ils se cognent souvent le nez à un système incapable de leur fournir une formation complémentaire sans tout reprendre à zéro. C'est le cas d'Ahmad Ali Jamil, 43 ans, un

médecin afghan qui travaille comme infirmier dans un hôpital de la rive sud. Peu après son arrivée en 1996, le Collège des médecins lui reconnaît la moitié de sa formation en médecine générale et l'ensemble de sa spécialisation en pédiatrie, complétée en URSS. *J'ai frappé à plusieurs portes pour avoir un stage de mise à niveau, en vain. J'ai aussi tenté de m'inscrire en médecine, on m'a refusé parce*

JACQUES NADÉAU LE DEVOIR

VOIR PAGE A 8: ELDORADO

## Martin atteint ses modestes objectifs

### La froideur qui planait sur les relations canado-américaines est chose du passé

MANON CORNELLIER  
ENVOYÉE DU DEVOIR

**W**ashington — La froideur qui planait sur les relations canado-américaines depuis la décision du Canada de ne pas participer à la guerre en Irak est chose du passé, a conclu le premier ministre Paul Martin à l'issue de sa rencontre hier avec le président américain George W. Bush et d'une visite de deux jours qui a largement atteint ses modestes objectifs.

«*Oui, je crois [que la page est tournée]*», a dit M. Martin lors de la conférence de presse qui mettait un terme à sa visite de deux jours. Le président Bush lui a donné raison lorsqu'il a affirmé, dans les jardins de la Maison-Blanche, que «*le Canada est un bon ami*». «*Il s'agit d'une relation importante, d'une relation cruciale, et c'est une relation que je compte continuer à nourrir avec ce premier ministre*», a-t-il poursuivi.

M. Bush a même dit qu'il voulait «*que le Canada fasse ce qu'il se sentait à l'aise de faire en Irak*» au cours des mois à venir, passant sous silence son refus de participer à la guerre. Et d'ajouter: «*Le Canada est un pays indépendant. Le Canada peut prendre ses décisions en fonction de son propre jugement. Le premier ministre partage mon désir profond pour la paix dans le monde et nous sommes reconnaissants*



VOIR PAGE A 8: MARTIN

■ L'éditorial de Bernard Descôteaux en page B 4

PERSPECTIVES

## Réingénierie: de la parole aux actes?

■ À lire en page B 1

## Québec pige 100 millions dans les poches des étudiants

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
LE DEVOIR

**C'**est 100 millions de dollars que le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, ira chercher dans les poches des étudiants dès septembre en avalisant une augmentation de l'endettement, détaillée hier à l'Assemblée nationale. Les étudiants ont rugi devant la hausse des plafonds des prêts de 72 % à l'université, accusant le ministre de présenter des scénarios plus dévastateurs que ceux appréhendés.

Des chiffres? Une hausse de 72 % des plafonds des prêts au 1er cycle universitaire; 52 % à la maîtrise et au doctorat; une augmentation de 49 % pour les étudiants du collégial technique et de 41 % pour ceux du secondaire professionnel. Ces augmentations seront en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre prochain.

Et encore des chiffres: le prêt maximal passera de 2310 \$ à 3250 \$ au secondaire, pour une hausse de

VOIR PAGE A 8: ÉTUDIANTS

■ Les commissions scolaires veulent dépenser comme elles l'entendent, page A 3

INDEX

Actualités	A 2	Idées	B 5
Annonces	C 6	Monde	A 6
Avis publics	C 5	Mots croisés	C 5
Bourse	C 2	Météo	C 7
Carrières	C 8	Perspectives	B 1
Décès	C 6	Rencontres	D 2
Économie	C 1	Société	B 6
Éditorial	B 4	Sports	C 8

## Musique et carillons pour enterrer Yalta



REUTERS

### L'Union européenne accueille dix nouveaux membres

D'APRÈS ASSOCIATED PRESS ET L'AGENCE FRANCE-PRESSE

**L**es cloches ont sonné à toutes volées à minuit pile, les feux d'artifice ont illuminé le ciel des capitales et grandes villes d'Europe centrale pour célébrer l'entrée de dix nouveaux pays dans une Union européenne à 25, dont sept anciens satellites de l'ex-glacis soviétique.

Cet élargissement historique constitue en fait une unification de la majeure partie de l'Europe à l'exception des Balkans et de l'Europe orientale. Le 1<sup>er</sup> mai 2004, l'ensemble des 25 pays constitue un géant économique de 450 millions d'habitants, encore plus capable qu'auparavant de rivaliser avec les États-Unis.

Dans de nombreuses villes, plusieurs centaines de milliers de personnes festoyaient de Prague à Varsovie, de Tallin à Budapest,

VOIR PAGE A 8: EUROPE

■ Autres informations en pages A 6, B 2 et C 1

DU 6 AU 15 MAI 2004

**1 FIL<sup>e</sup> festival INTERNATIONAL DE LA LITTÉRATURE**

UNE PRÉSENTATION DE L'UNION DES ÉCRIVAINS ET DES ÉCRIVAINS QUÉBÉCOIS

La programmation est en ligne...

[www.uneq.qc.ca/festival](http://www.uneq.qc.ca/festival)

info-festival 514.277.1010

porte-parole: CHRYSTINE BROUILLET

## LES ACTUALITÉS

## Harper misera sur le scandale des commandites pour tenter de conquérir le Québec

ROBERT DUTRISAC  
DE NOTRE BUREAU  
DE QUÉBEC

De passage au Québec, le chef du Parti conservateur, Stephen Harper, a donné un avant-goût des arguments qu'il entend présenter afin de convaincre les Québécois d'accorder à son parti un appui autrement qu'anémique.

Devant une trentaine de militants réunis aux chutes Montmorency à Québec, M. Harper, qui présentait 12 candidats pour l'est du Québec, a accusé le Parti libéral du Canada d'avoir mis en place «un système de patronage le plus perfectionné, le plus étendu et le plus coûteux de l'histoire du Canada».

Le chef conservateur a rappelé que Paul Martin était le ministre le plus important du cabinet, le ministre québécois le plus influent à Ottawa et celui «qui contrôlait la quasi-totalité des associations». M. Martin dit aujourd'hui qu'il «n'a rien vu, rien entendu, rien su. La réalité, c'est qu'il n'a rien fait» pour contrer le scandale des commandites, a-t-il lancé.

Misant sur l'intégrité de son équipe et non pas sur sa notoriété, M. Harper a promis aux Québécois «un gouvernement qui respecte l'histoire et les aspirations du Québec, pas un gouvernement qui pense pouvoir acheter les consciences avec des affiches et des banderoles». Les fonds secrets des libéraux n'ont servi qu'à tenter de régler «les problèmes d'unité nationale causés par un gouvernement libéral et ses politiques centralisatrices», a-t-il dit.

S'il n'a pas voulu dire quels conseils lui prodige l'ancien premier ministre Brian Mulroney pour gagner la faveur de l'électo-

rat québécois, M. Harper a dit qu'il était maintenant nécessaire «de briser la polarisation libérale-séparatiste». Il a qualifié son parti au Québec de «coalition» réunissant «des progressistes-conservateurs, des alliés, des bloquistes et des indépendants».

En matière de relations fédérales-provinciales, M. Harper a souligné que le PC fédéral, qui prône le respect des compétences provinciales, avait, à cet égard, une vision qui se rapprochait de celles du Parti libéral du Québec et de l'Action démocratique du Québec.

Le PC n'a pas encore déniché tous ses candidats au Québec. A Québec et à Montréal, M. Harper a présenté, hier, un total de 30 candidats pour les 75 circonscriptions québécoises. Pour l'est du Québec, aucun des douze candidats n'est une figure connue. «Les candidats-vedettes sont souvent des problèmes. Vous voyez déjà ça avec Jean Lapidre», a avancé le chef conservateur.

Organisateur du PC pour l'est du Québec, Michel Rivard, un ancien député péquiste, estime que l'exploit des conservateurs de 1984 pourrait être réédité. «Je serais content avec 45 des 75 comtés», a-t-il dit. A 7 ou 8 % dans les sondages au Québec, le PC part de loin, a concédé M. Harper, qui place à 10 % l'appui au PC. «C'est un commencement pour un parti qui n'existait pas il y a [quelques] mois», a-t-il dit. Quant au dernier sondage du *Globe and Mail* et *CTV*, qui retranche 5 % des intentions de vote des Canadiens aux conservateurs, ce qui les porte à 23 %, M. Harper estime que ces résultats se situent dans la marge d'erreur des sondages.

## Les militaires canadiens resteront plus longtemps en Haïti

Les Nations unies ont convenu de prendre la relève de la force multinationale dirigée par les Américains

MANON CORNELLIER  
ENVOYÉE DU DEVOIR

Washington — Les troupes canadiennes en Haïti resteront plus longtemps que prévu afin d'appuyer la nouvelle mission internationale approuvée hier par le Conseil de sécurité.

«Le Canada a 500 [soldats en Haïti] et on avait dit qu'on allait les retirer après 90 jours; mais on a maintenant confirmé que, pour une période de transition de peut-être une couple de mois encore, on va laisser nos troupes là-bas», a annoncé le premier ministre Paul Martin hier, à Washington. Il a qualifié la résolution de «très bonne nouvelle».

Le Conseil de sécurité des Nations unies a voté à l'unanimité hier une résolution qui donne le feu vert à l'envoi en Haïti d'une mission internationale comprenant une force de sécurité de plus de 8000 hommes. Le début de cette mission a été fixé au 1<sup>er</sup> juin pour une durée renouvelable de six mois, ce qui signifie un engagement à long terme de l'ONU.

La mission comprendra une force militaire de 6700 hommes et une force de police de 1622 hommes, mais il faudra du temps pour que l'intégralité de ces effectifs soit déployée dans le pays.

Le contingent militaire de la mission remplacera progressivement les 3600 hommes de la force multinationale placée sous commandement américain et dépêchée sur place après l'éviction en février du président Jean-Bertrand Aristide.

Les Nations unies comptent sur des contributions volontaires de ses membres. Il est acquis que la future force comprendra notamment des troupes brésiliennes, françaises et chiliennes. Le Canada sera aussi du nombre. «Parce que nous croyons qu'il est très important que la transition se fasse de façon ordonnée», a épliqué le ministre canadien des Af-



Paul Martin était à Washington hier, où il a rencontré le président américain George W. Bush. Le premier ministre canadien a confirmé que le contingent militaire canadien restera quelques mois de plus en Haïti.

aires étrangères, Bill Graham.

M. Martin a fait comprendre qu'il n'envisageait pas une présence militaire indéfinie. Ottawa veut plutôt orienter sa contribution vers les forces de police et la création d'institutions gouvernementales viables. Mais cette aide ne sera pas ponctuelle, a-t-il de nouveau promis. «Je vous assure d'une chose: cette fois-ci, on reste. Et je crois que la communauté interna-

tionale doit rester jusqu'à ce que les fondations [nécessaires] pour que Haïti sorte de ses difficultés [soient en place]», a-t-il dit.

La résolution, adoptée par les quinze membres du Conseil de sécurité, donne pour mission à la force d'aider le gouvernement provisoire haïtien à restructurer la police, à désarmer les rebelles et à organiser et superviser des élections générales attendues l'année prochaine.

Haïti est dépourvue d'armée depuis 1995 et dispose d'une police désorganisée de quelque 5000 hommes. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a plusieurs fois appelé la communauté internationale à assurer un engagement à long terme en Haïti pour garantir le redressement du pays.

Avec AP  
et la Presse canadienne

### LACS SUISSES et ITALIENS, ESCAPADE en TOSCANE et CROISIÈRE EN MÉDITERRANÉE



24 sept. au 10 octobre  
VOLS + CIRCUIT +  
CROISIÈRE 7 NUITS  
Prix par pers., occ. double  
Cabine int., Cat. 3,  
lit bas convertible

À partir de 3995\$ Taxes incl.  
Accompagnateur,  
FERNANDO SPATOLISANO

Une expérience unique! Visite des plus beaux sites des lacs de Suisse et d'Italie avec une escapade en Toscane et CROISIÈRE DE 7 NUITS (Sicile, Tunisie, Baléares, Espagne et France) sur le tout nouveau navire MSC OPÉRA - 58,600 tonnes (saison inaugurale)



### SOLBEC VOYAGES HORIZON 2000

Tél: (514) 729-4472 Fax: (514) 729-1016  
Montréal - Permis du Québec  
Courriel: reservations@voyageshorizon2000.com  
Site Web: voyageshorizon2000.com

### CROISIÈRES 2004 - SOLBEC TOURS



SOLBEC  
TOURS INC.

SWISS  
Lufthansa



#### MSC OPÉRA - Saison inaugurale

7 NUITS: Sicile, Tunisie, Baléares, Espagne, France  
27 juin - 4, 11, 18, 25 juillet - 1, 8, 15, 22, 29 août -  
5, 12, 19, 26 septembre - 7 novembre

À partir de 1,105\$ Cabine int., Cat. 1, lit bas convertible

#### MSC LIRICA - 2e année

7 NUITS: Croatie, Grèce, Turquie  
6, 13, 20, 27 juin - 4, 11, 18, 25 juillet - 1, 8, 15, 22, 29 août -  
5, 12, 19, 26 septembre - 3, 10, 17, 24 octobre

À partir de 1,105\$ Cabine int., Cat. 1, lit bas convertible

#### MSC MELODY - Circuit Opera

7 NUITS: Sicile, Tunisie, Baléares, Espagne, France  
4, 11, 18, 25 avril - 2, 9, 16, 23, 30 mai - 6, 13, 20 juin

À partir de 1,065\$ Cabine int., Cat. 5, lit jumeaux

#### MSC MELODY - Circuit Melody

7 NUITS: Malte, Tunisie, Baléares, France  
28 juin - 5, 12, 19, 26 juillet - 2, 9, 16, 23, 30 août -  
6, 13, 20, 27 septembre

À partir de 1,065\$ Cabine int., Cat. 5, lit jumeaux

Prix par personne, en occ. double (vois en sus)  
Frais portuaires, gouvernementaux, taxes inclus

www.solbectours.com

### C'est pas parce que le maire rit que c'est drôle!

(PC) — Le maire de Toronto, David Miller, s'est confondu en excuses, hier, pour les propos désobligeants qu'il a tenus la veille sur la police de sa ville. «Je suis désolé d'avoir dit ce que j'ai dit», a affirmé M. Miller. «C'est une situation sérieuse et il n'est pas approprié de faire de l'humour [sur cette ques-

tion].» Le maire Miller faisait référence au commentaire qu'il a fait à son homologue de Londres, Robert Finch, qui était de passage à Toronto cette semaine. Au cours d'un point de presse jeudi, M. Miller a demandé à M. Finch: «Est-ce que votre service de police est en prison? Le mien l'est.» Le commentaire a été capté par les caméras de télévision. Le chef de la police de Toronto, Julian Fantino, a dit que ces propos étaient «très blessants et assez regrettables à un moment si difficile». Depuis quelques semaines,

une affaire de corruption secoue le service de police de Toronto.

### Le prix de la Loi du silence

(PC) — La Gendarmerie royale du Canada (GRC), le ministère fédéral de la Santé et le gouvernement de l'Alberta figurent parmi les cinq candidats au prix de la Loi du silence, décerné depuis quatre ans par des journalistes au gouvernement

ou à l'agence gouvernementale jugé le plus opaque au pays. Le ministère de la Santé du Nouveau-Brunswick et le conseil municipal de Charlottetown complètent la liste des finalistes de cette année, rendue publique par l'Association canadienne des journalistes (ACJ), hier, à Ottawa. «En ayant caché au public des risques pour la santé ou en ayant réduit au silence les gardiens de la morale, nos finalistes ont fait preuve d'un engagement constant envers le secret», a affirmé le président de l'ACJ, Paul Schneideret.

FROMAGER AFFINEUR

Avec les beaux jours, viennent aussi les beaux produits de saison de votre fromager.

«Le vrai fromager? Il coupe ses produits devant moi... Ça change tout!»

(514) 272 1161  
Marché Jean-Talon,  
plateau Mont-Royal,  
rue Sherbrooke E., Repentigny.

La fromagerie HAMEL  
www.fromageriehamel.com

St-Jacques de Compostelle  
du 14 au 28 septembre

Bagages transportés, 23 repas, hébergement, vol : 2699 \$  
Accompagné par Pierre Charlebois, guide chevronné et expert de Compostelle.

Informez-vous de nos autres circuits de vélo et rando, en liberté ou accompagné

PRÉSENTATIONS :  
5 et 18 mai  
à 14 h 30 et 18 h 30  
On demande la brochure...  
Pierre de Québec

RSVP : 514-939-9999  
1 888 713-3311

Ekilib  
division de Les Voyages Fleur de Lys  
www.ekilib.com

125

Paris et l'urbanisme souterrain

Dans le cadre de la Journée d'étude sur le développement de la ville intérieure et la révision du Plan d'urbanisme, l'Observatoire de la ville intérieure présente Paris et l'urbanisme souterrain : tendances récentes et questions en suspens.

Conférencière invitée  
Sabine Barles, maître de conférences à l'Institut français d'urbanisme (Université de Paris VIII)

Le vendredi 7 mai, à 15 h 30  
Faculté de l'Aménagement  
2940, chemin Côte-Ste-Catherine  
Amphithéâtre Hydro-Québec (1120)  
Entrée libre  
Information : 343-6111 poste 1-4345

L'observatoire de la ville intérieure

Montréal Université de Montréal

CASHIN

vous présente sa nouvelle collection de meubles antiques

Meubles chinois  
Antiques  
Bois de rose  
Laque de Chine  
Lampes, porcelaine  
Paravents, objets d'art

8495, boul. Décarie  
514.735.5957

www.chinesefurniture.ca

LE DEVOIR

# ACTUALITÉS

**LE SCANDALE  
DES COMMANDITES  
UN CRIME D'ÉTAT**  
www.scandaledescommandites.com

## Les commissions scolaires veulent dépenser comme elles l'entendent

*Les 30 millions de dollars promis doivent être consacrés aux priorités identifiées par le ministère de l'Éducation. Les dirigeants scolaires crient à la déresponsabilisation.*

La totalité des 30 millions de dollars neufs promis aux écoles primaires et secondaires pour l'an prochain devra être dépensée comme le ministère l'entend. Cette pratique d'enveloppes «ciblées» choque les commissions scolaires, qui revendiquent une meilleure responsabilisation des écoles.

MARIE-ANDRÉE  
CHOUINARD  
LE DEVOIR

Les commissions scolaires n'aiment pas que le ministère de l'Éducation (MEQ) leur dicte la manière de dépenser les 30 millions d'argent neuf liés au dernier budget Séguin. Cibler des dépenses prévues pour l'aide aux devoirs, l'encadrement des élèves et l'activité physique ne peut que «bureaucratiser l'éducation et déresponsabiliser les milieux», dénonce la Fédération des commissions scolaires du Québec.

Dans un mémoire qu'elle a remis cette semaine au MEQ, la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) voit dans cette façon de faire consacrée par le dernier budget Séguin un «retour aux subventions ciblées» avec lequel elle est en profond désaccord. Elle prône plutôt l'octroi de l'argent par les commissions scolaires, en fonction des besoins exprimés par les écoles.

«Ce mouvement vers des enveloppes ciblées est tout à fait paradoxal avec la façon de faire du nouveau gouvernement, qui privilégie la responsabilisation», déplore André Caron, président de la FCSQ. «Le gouvernement et le MEQ n'ont pas à intervenir dans la gestion de "mesures" qui bureaucratissent l'éducation», écrit la FCSQ dans son mémoire sur le projet de règles budgétaires 2004-05.

Cette nouvelle survient au moment où la vérificatrice générale du Québec a mis le nez dans les sommes allouées aux élèves en difficulté d'apprentissage et s'apprete à déposer son rapport. Elle survient aussi au moment où le MEQ lui-même tente de retracer le chemin parcouru par le milliard qu'il alloue à cette clientèle particulière que l'on dit croissante. Elle survient également alors que la Commission scolaire de Montréal (CSDM), aux prises avec un imposant déficit de 27 millions de dollars, a décidé de retirer à ses écoles une partie de la latitude qu'elles avaient pour l'octroi de leurs ressources.

«Pour moi, c'est important, ces sommes doivent être utilisées pour ce à quoi elles ont été destinées», affirmait jeudi le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, au moment de l'étude des crédits alloués à l'éducation pour 2004-05.

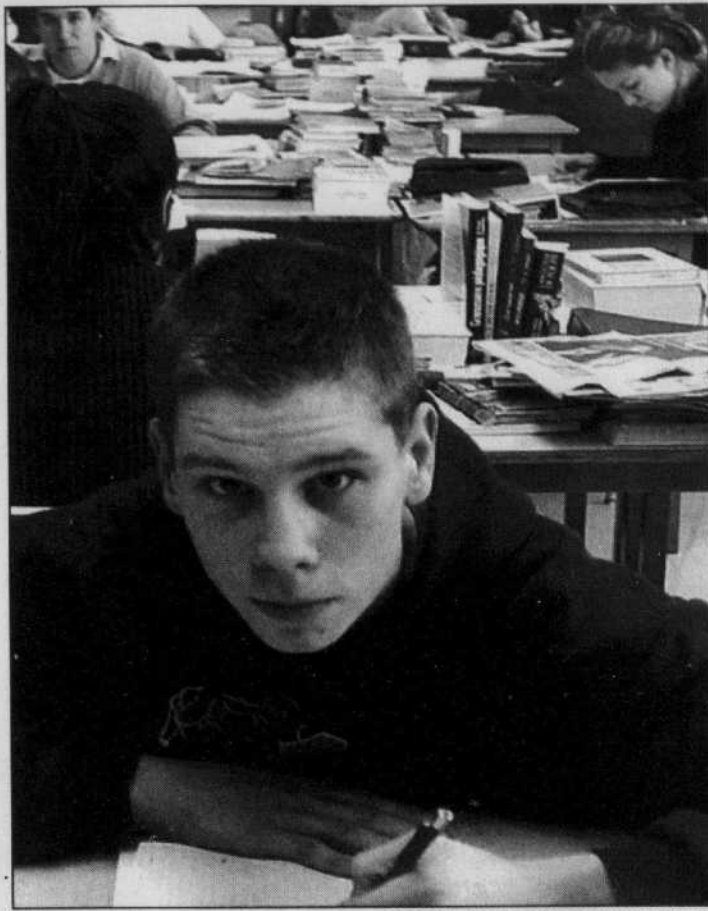
«Je suis un apôtre de la décentralisation», a-t-il ajouté hier dans un entretien téléphonique. Mais il ne faudrait pas que ça enlève la possibilité à une autorité comme un gouvernement de voir où va l'argent qu'il octroie. Je veux, comme gouvernement, être capable de rendre des comptes sur l'utilisation de l'ensemble des ressources.»

Pierre Reid se défend en outre de pratiquer le retour à une pratique révolue. «C'est beaucoup plus courant qu'on semble le croire, explique le ministre. Et éventuellement, lorsqu'elles auront été intégrées au fonctionnement du réseau, ces trois mesures ciblées pourraient passer aux allocations de base.»

Rappelons que le dernier budget Séguin a consacré un réinvestissement de 30 millions de dollars pour l'année scolaire à venir. Cet argent neuf, destiné à l'encadrement des élèves (10 millions pour l'ajout de 120 professionnels), à l'aide aux devoirs (10 millions) et au programme Écoles en forme et en santé (cinq millions) dérange la FCSQ, qui désapprouve le fait que les enveloppes soient «ciblées», c'est-à-dire dépensées uniquement pour les raisons pour lesquelles elles ont été prévues.

Une manière inefficace de coller à la réalité locale, croit André Caron, président de la FCSQ, qui ne voit pas du tout d'un bon œil le «retour» à ces enveloppes dédiées. «On ne peut pas cracher sur de l'argent neuf, mais on voudrait que ça soit dans nos bases, explique M. Caron. Ça nous dérange parce que le mur à mur, ce n'est pas possible. Les écoles savent mieux que quiconque les besoins auxquels elles font face.»

Déresponsabiliser les milieux et bureaucratiser l'éducation, voilà ce qui attend les réseaux préscolaire, primaire et secondaire avec cette façon de faire, prédit la fédération, qui demande que les 30



JACQUES NADEAU, ARCHIVES LE DEVOIR

millions de réinvestissement soient carrément versés dans leurs allocations de base.

Croire à l'ajout de 120 professionnels — une denrée que l'on dit rare, particulièrement dans un contexte où ces orthopédagogues, psychologues et orthophonistes s'occupent d'une clientèle scolaire de plus en plus en difficulté — relève de l'utopie, croit aussi la fédération. «Ce n'est pas réalisable», affirme la fédération dans son mémoire, jugeant plutôt que ces 10 millions serviront tout bonnement à maintenir en emploi des gens dont le poste aurait été aboli dans le vent de décroissance de clientèle.

Les commissions scolaires calculent en effet que les 12 000 élèves en moins inscrits à l'école l'an prochain abaisseront les subventions destinées aux écoles, appelant du coup à une réduction du personnel. «La commission scolaire qui perd cinq professionnels sur 100 à cause d'une baisse de clientèle va tout simplement réembaucher ces cinq personnes avec une partie des 10 mil-

lions», explique André Caron, qui ne voudrait surtout pas qu'on accuse les commissions scolaires à la fin de l'exercice 2004-05 de n'avoir pas «ajouté» dans les faits 120 professionnels. «Ce n'est pas du nouveau monde, ça!»

L'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire (AMDES) accueille favorablement ce retour aux enveloppes ciblées. «Nous sommes absolument d'accord avec cette façon de faire», explique Hélène Lépine, vice-présidente de l'AMDES, dont les membres sont notamment les directeurs d'école dans les établissements de la CSDM. «C'est une façon de s'assurer que l'argent va au bon endroit.»

La présidente de la CSDM, Diane De Courcy, abonde dans ce sens. «Les besoins ciblés sont tellement criants que je ne peux pas m'objecter à cela, a-t-elle expliqué. Je peux comprendre que certaines commissions scolaires aiment avoir plus de latitude, mais je ne m'oppose pas aux subventions ciblées.»

## Charest et les syndicats tenteront de couper court à la confrontation

CLAIRANDRÉE  
CAUCHY  
LE DEVOIR

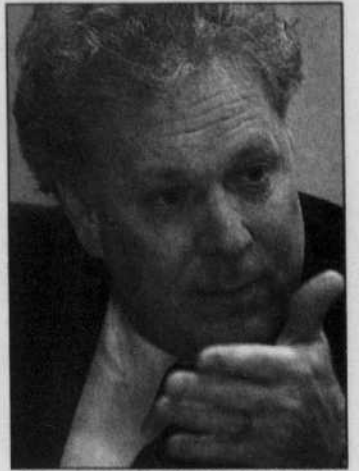
La traditionnelle rencontre annuelle des leaders syndicaux avec le premier ministre qui se tenait hier à Montréal, à l'occasion de la fête internationale des Travailleurs, a surtout porté sur le climat difficile qui prévaut entre les deux parties depuis un an.

«C'est un climat de confrontation, de méfiance, de morosité. Cela n'a aucun sens, on ne peut pas continuer à travailler comme cela», a déclaré le président de la FTQ, Henri Massé. Les syndicats ont exigé un meilleur dialogue avec le gouvernement: «Cela veut dire de nous consulter sérieusement et que cela peut changer son orientation, pas juste de nous avertir qu'ils vont prendre telle décision», a précisé M. Massé.

Son collègue de la CSQ, estime que le message syndical a été entendu: «Il constate que son attitude [du premier ministre] est contre-productive. Il y a une admission de sa part qu'il a réussi à semer tellement de méfiance que ses volontés ne passent pas la cap», a constaté Réjean Parent.

Le premier ministre veut bien consulter davantage, mais il invite les leaders syndicaux à éviter les «excès de langage» des derniers mois. «Cela a été une année fébrile. De part et d'autre, nous avons convenu qu'il fallait des efforts supplémentaires», a déclaré Jean Charest, flanqué de son ministre du Travail, Michel Després. Le premier ministre s'est engagé à travailler en collaboration avec les syndicats sur le projet de modernisation de l'État, dont la présidente du Conseil du trésor dévoilera les grandes lignes mercredi.

Un air de déjà-vu pour les syndicats qui disent avoir entendu le même discours l'an dernier. «On jugera l'arbre à ses fruits», laisse tomber la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau. Elle souligne que les projets de partenariat public-privé (PPP) sèment l'inquiétude dans ses rangs. «Il y a des craintes que ce soit une belle occasion, en raison des changements ap-



JACQUES NADEAU, ARCHIVES LE DEVOIR  
Jean Charest

portés à la législation du travail, d'aller vers du «cheap labour», de la privatisation et des pertes d'emploi.»

Alors que les autobus se préparent à converger vers Montréal pour la manifestation d'aujourd'hui, les syndicats ont «peur d'être dans un contexte de non-retour». «Quand on parle des quelques gestes corrects du gouvernement, le monde est en maudit pareil et ils ne veulent rien savoir», observe le président de la FTQ.

Les votes de grève de 24 heures se multiplient dans les centrales, qui se sont donné jusqu'au 15 mai pour consulter leurs membres. Le premier ministre ne s'en étonne pas outre mesure. «personne n'est surpris que les syndicats sollicitent des mandats de grève générale. Cela fait partie des négociations», a-t-il soutenu en anglais.

Une association qui fait frémir les chefs syndicaux. «On leur a dit d'aviser les autres ministres d'arrêter de dire que si le climat est difficile entre les organisations syndicales et le gouvernement, c'est à cause des négociations du secteur public. Les vraies négociations vont venir juste dans quelques mois. On aura le temps de se pogner comme il faut là-dessus», s'est exclamé Henri Massé, en rappelant que les membres du secteur privé sont aussi en colère contre le gouvernement.

**UNE FÊTE DES MÈRES INOUBLIABLE**

Offrez vos louanges à une mère chérie avec un cadeau angélique empreint de spiritualité.

**DESMARIS & ROBITAILLE**  
Depuis 1909

60, rue Notre-Dame Ouest, Montréal (514) 845-3194

**L'ENSEIGNEMENT RADICAL**

**Patrice POTVIN**

**L'ENSEIGNEMENT RADICAL**

**ESSAI**

Pour les enseignants de tous les niveaux et de toutes les spécialités

160 pages — 10,95 \$

Les Éditions GUÉRIN (514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies

**MAINTENANT DISPONIBLE EN LIBRAIRIE !**

LE LIVRE CHOC DU CRIMINOLOGUE JEAN CLAUDE BERNHEIM

**LE SCANDALE DES COMMANDITES UN CRIME D'ÉTAT**

DES FAITS QUI PERMETTENT DE VOIR ÉVOLUER LE SCANDALE ; DES EXEMPLES ÉLOQUENTS ; LE WHO'S WHO DES COMMANDITES ; LES OBLIGATIONS DES FONCTIONNAIRES ET DES MINISTRES ; À QUI PROFITE LE CRIME ?

POUR PLUS D'INFORMATION :  
www.scandaledescommandites.com

ÉDITIONS DU MÉRIDIEN, ISBN 2-89415-297-3, 19,95 \$

J'ai consulté les astres.  
J'ai fouillé dans mes papiers.  
J'ai demandé à mon beau-frère, à ma voisine...

Et puis un jour, j'ai dit « C'est assez ! »

J'ai utilisé **simul® retraite**

Outil de simulation des revenus à la retraite

Enfin, je sais !

www.rrq.gouv.qc.ca

Régie des rentes Québec

ABSORPTION DE L'ÉNERGIE

**LINEN CHEST**

La beauté intérieure

**Le confort suédois.**

**TEMPUR**  
MATILAS ET OREILLERS SUÉDOIS

La fête des mères 2004 **Évasion Célestrale**  
Du 1<sup>er</sup> au 10 mai 2004

Jusqu'au 10 mai, achetez un matelas suédois TEMPUR et recevez une trousse de voyage Célestrale d'une valeur de 300 \$ comprenant un oreiller de voyage TEMPUR, un oreiller Transit TEMPUR et un sac de voyage brodé. À l'achat de matelas suédois TEMPUR, oreillers ou produits de soutien, courez la chance de remporter une Évasion Célestrale, une valeur de 7 500 \$. Pour en savoir plus sur ce concours, visitez un détaillant autorisé TEMPUR près de chez vous.

L'essence de TEMPUR réside dans son histoire, sa renommée à l'échelle internationale et dans l'excellence de ses produits. TEMPUR offre une gamme complète de produits conçue par des Suédois et visant à améliorer de façon spectaculaire la qualité de vie et le bien-être de ses utilisateurs. Les produits TEMPUR ne sont pas seulement destinés aux personnes âgées ou aux gens aisés, mais à tous les consommateurs avertis. Notre mission consiste à apporter une contribution remarquable à la vie de nos clients... dès leur réveil.

TOUJOURS POUR LA MAISON AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS

Centre Rockland (Montréal) • Promenades de La Cathédrale (centre-ville)  
Galeries Laval (Laval) • Place Portobello (Brossard)

SERVICE À DOMICILE 514.341.7810  
www.linenchest.com



**À peine adolescents, 2 enfants sur 3  
ont déjà consommé de l'alcool.**



Cette semaine, les écoles ont distribué le guide PARLER D'ALCOOL AVEC SES ENFANTS SANS ÊTRE DÉPASSÉ aux élèves de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> année du primaire. Educ'alcool a conçu ce guide pour les parents qui ne savent pas toujours comment aborder ce sujet avec leurs enfants. Contrairement aux idées reçues, les parents exercent une grande influence sur eux dans ce domaine. Quel que soit leur âge, une section du guide est adaptée à ce dialogue nécessaire. On y trouve aussi des conseils pratiques inspirés de situations vécues. Prenez l'initiative. Il n'est jamais trop tôt pour parler d'alcool avec vos enfants. Vous pouvez également vous procurer gratuitement le guide en appelant au 1-888-ALCOOL1 ou en vous rendant sur [www.educalcool.qc.ca](http://www.educalcool.qc.ca)

*La modération a bien meilleur goût.*

**Éduc'alcool**

## • LES ACTUALITÉS •

# Un projet immobilier compromet la restauration de l'embouchure de la rivière Saint-Jacques

LOUIS-GILLES  
FRANCOEUR  
LE DEVOIR

La municipalité de La Prairie vient de terminer dans le plus grand secret un plan d'aménagement de l'embouchure de la rivière Saint-Jacques, qui prévoit la construction d'un immense complexe immobilier et résidentiel dans cette partie de la rivière que plusieurs ministères fédéraux et provinciaux jugent nécessaire de restaurer en grande partie.

Ce plan, que *Le Devoir* a pu consulter récemment, prévoit de laisser qu'une mince bande de 50 mètres en bordure du cours d'eau et autour du projet immobilier, abandonnant tout le reste de l'immense marais remblayé lors des travaux de la Voie maritime à la construction résidentielle avec deux rangées de gros condos le long de la rivière.

Cette mince bordure riveraine de 50 mètres réduirait sensiblement, au lieu de l'élargir, le large corridor riverain naturel, qui deviendra un parc régional que les acteurs municipaux, provinciaux et fédéraux ont convenu de créer en amont du boulevard Taschereau. La largeur de ce parc riverain oscillerait entre 150 et 400 mètres entre l'autoroute 30, à l'intérieur des terres, et le boulevard Taschereau. Mais c'est à partir de Taschereau que la bande riveraine serait ramenée à 50 mètres du côté de La Prairie, conformément à un récent amendement au schéma d'aménagement de la MRC.

Les terrains riverains de la Saint-Jacques, entre le boulevard Taschereau et l'autoroute 132, appartiennent du côté de La Prairie à une société commerciale, 107-410 Canada Inc. Cette société a été formellement avisée par le ministère de l'Environnement, direction de la Montérégie, le 25 février dernier qu'elle avait illégalement remblayé ses terrains contigus au boulevard Taschereau, entre ce dernier et l'autoroute de la 132. Dans sa lettre au promoteur, le fonctionnaire Jean-Marc Lévesque, chef de l'équipe municipale à l'Environnement, lui intime de cesser tout remblayage dans la zone inondable, d'autant plus que ces travaux «contreviennent aux dispositions contenues aux articles 20 et 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement puisque susceptibles d'émettre des contaminants dans l'environnement et réalisés sans détenir le certificat d'autorisation requis».



L'important développement immobilier planifié par La Prairie se situerait dans l'embouchure de la Saint-Jacques (qu'on voit ici se jeter dans la Voie maritime à droite), entre la rivière et les quartiers déjà développés en bordure du petit lac, en haut de la photo. Le marais qui occupait autrefois l'embouchure a été remblayé avec la roche extraite de la Voie maritime.

Hier, la porte-parole de l'Environnement, Marie-Andrée Thériault, expliquait que quatorze mois après l'infraction, «le dossier est sous enquête»... Elle ne pouvait pas dire si le ministère songeait à prendre des mesures, ordonnant ou injonction, pour faire remettre les lieux dans leur état originel, comme il l'a fait avec succès contre des promoteurs riverains du lac Saint-François, il y a quelques années.

Ce n'est pas d'hier qu'on empiète sur la Saint-Jacques. Trois ingénieurs, soit l'ancien directeur général de La Prairie, Jean Houde, l'ingénieur en chef Richard-Louis Lamarche et un ingénieur subalterne, Bernard Lefebvre, ont été cités à comparaître en février dernier devant le comité de discipline de leur ordre professionnel pour n'avoir pas tenu compte des dispositions de la Loi de l'environnement dans la planification de travaux dans la zone protégée de ce cours d'eau.

La Société immobilière du Canada (SIC) détient, selon plusieurs sources bien informées dans les administrations fédérale et provinciale, la clé de la restauration écologique de l'embouchure de la rivière Saint-Jacques.

En effet, la SIC est propriétaire des terrains situés entre les quartiers déjà développés de la ville et ceux du promoteur 107-410 Canada Inc., qui longent le cours d'eau.

Du côté québécois, autant au sein de la Société de la faune et des parcs qu'au sein de la ZIP (zone d'intervention prioritaire) Ville-Marie, on estime que l'embouchure de la Saint-Jacques pourrait être en partie restaurée tout en faisant de la place, plus loin, à un développement résidentiel sans impact pour le cours d'eau.

Mais, expliquait au *Devoir* un haut fonctionnaire québécois, «il faudrait qu'un ministère fédéral, soit Environnement Canada ou Pêches et Océans Canada, demande à la Société immobilière du Canada de leur céder leurs terrains entre Taschereau et la 132 pour procéder à un échange avec le promoteur. Évidemment, son projet serait moins important que s'il pouvait développer les deux zones. Mais il est essentiel pour la santé du cours d'eau que le terrain en bordure de l'eau soit protégé et qu'on y procède à une sérieuse restauration qui pourrait cohabiter avec un parc qui servirait de zone tampon entre le développement immobilier et le cours d'eau. Ottawa devrait pou-

voir faire le nécessaire si les ministères provinciaux poussent ensemble avec les forces du milieu.»

La SIC s'est d'ailleurs montrée favorable à la conciliation des deux ordres de priorités.

Dans une lettre adressée au Comité ZIP Ville-Marie le 13 juin 2003, Francis Thibeault, directeur de projet à la SIC, écrit que les «propriétés localisées entre le boulevard Taschereau et la route 132 devraient maintenir un statut d'urbanisation permettant du développement tout en maintenant un lien d'aménagement avec ce qui deviendra le corridor de conservation de la rivière Saint-Jacques».

Mais le problème avec le plan d'aménagement que vient de préparer La Prairie, c'est que le «corridor de conservation de la rivière» devient à l'embouchure l'ombre de lui-même. Le parc riverain, dont la protection a été convenue l'an dernier, ne conserverait même pas sa largeur de façon constante jusqu'au fleuve, ce qui est loin de la surface occupée par l'ancien marais, remblayé par le fédéral avec la roche extraite de la Voie maritime.

# Mettre les Canadiens aux pas

## Un sondage montre une fois encore le manque d'exercice

FABIEN DEGLISE  
LE DEVOIR

Accessible à tous et profitable pour la santé, la marche à pied est loin de faire sensation au Canada où à peine 17 % de la population affirme parcourir plus de 3 km par jour. Quant à ceux qui troquent la voiture ou l'autobus pour se rendre au travail, à l'école ou au centre commercial du coin à pied, ils se font tout aussi rares. Sauf peut-être au Québec, révèle un sondage dévoilé hier par la Coalition pour une vie active, un organisme canadien versé dans la promotion de l'activité physique.

À l'heure où la sédentarité et la surcharge pondérale qui parfois l'accompagne sont devenues des enjeux de société, le coup de sonde commandé à Léger Marketing par la Coalition est sans ambages: les Canadiens marchent, certes. Mais pas assez.

En effet, moins de 50 % d'entre eux ont déclaré avoir marché, la veille de ce sondage pancanadien — réalisé du 20 au 25 avril dernier —, sur une distance supérieure à un kilomètre. Et 9 % à peine ont mis un pied devant l'autre sur plus de 5 km, même si, recommandant les spécialistes de l'activité physique, 7,6 km de marche quotidienne (l'équivalent de 10 000 pas) sont nécessaires pour se maintenir en bonne santé.

Autre découverte: la semaine précédant l'appel téléphonique de Léger Marketing, quatre adultes sur 10 à peine ont décidé d'aller au travail ou de faire des emplettes à pied, poursuit l'analyse dont la marge d'erreur, avec 1500 répondants, est de 2,5 %, 19 fois sur 20. Et pire, un quart de la population n'a tout simplement jamais opté pour ce mode de transport dit actif!

### Portrait alarmant

«C'est un portrait alarmant, a commenté hier Guy Tanguay, de

la Coalition. Mais ce n'est pas surprenant. On a l'impression que la population canadienne est très active. Mais elle l'est en fait moins qu'on le pense.»

Sauf peut-être au Québec, où les marcheurs semblent un peu plus nombreux qu'ailleurs, à en croire les résultats du sondage. En effet, 87 % des répondants d'ici ont déclaré avoir déjà marché pour se rendre à l'école, au travail ou au magasin du coin. Sans toutefois en préciser la fréquence. Dans les provinces maritimes, ils ne sont que 58 % à avoir fait une telle confidence, 67 % en Ontario et 72 % en Colombie-Britannique.

«L'image qui se dégage de tout ça est claire: l'activité physique n'est pas très encouragée et il y en a beaucoup à faire pour surmonter les infrastructures actuelles qui encouragent davantage l'usage de la voiture que la marche à pied», croit M. Tanguay. La Coalition en est d'ailleurs plus que persuadée, elle, qui hier a présenté sa stratégie pancanadienne pour venir à bout de l'inertie.

L'objectif? Inciter les pouvoirs publics à repenser le développement urbain pour faciliter la marche et autres déplacements qui engendrent la sudation, à investir dans les pistes cyclables et les zones récréatives mais aussi à mettre en place des campagnes d'information pour remettre la population en mouvement. Surtout les jeunes. «Les deux tiers d'entre eux pourraient avoir accès à des activités parascolaires (sportives), indique l'organisme. Mais quatre parents sur dix considèrent que ces programmes ne répondent pas aux besoins de leurs enfants.»

**Le Canada dans le monde: influencer l'avenir**

Le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM) vous convie à un déjeuner-causerie en compagnie du premier ministre du Canada, le très honorable Paul Martin.

Après son allocution, monsieur Martin répondra aux questions de l'auditoire.

Admission générale : 85 \$  
Membres CORIM et professeurs : 65 \$  
Étudiants : 40 \$

Le lundi 10 mai 2004, à 11 h 30  
Fairmount Le Reine Élisabeth  
900, boulevard René-Lévesque Ouest

Réservations : [www.sorelcomm.ca/corim](http://www.sorelcomm.ca/corim)  
Information : 514.499.8920

LE CONSEIL  
DES RELATIONS  
INTERNATIONALES  
DE MONTRÉAL

avec la participation de :

INSTITUT  
D'ÉTUDES  
INTERNATIONALES  
DE MONTRÉAL

Montreal International  
POUR RÉUSSIR

CENTRE D'ÉTUDES  
ET DE RECHERCHES  
INTERNATIONALES

CÉRIUM

Université  
de Montréal

**Le salaire minimum monte !**

Le 1<sup>er</sup> mai 2004, près de 170 000 personnes bénéficieront de la hausse du salaire minimum décrétée par le gouvernement du Québec. Le salaire minimum sera également haussé de 0,15 \$ le 1<sup>er</sup> mai 2005. Les nouveaux taux du salaire minimum sont les suivants:

	1 <sup>er</sup> MAI 2004	1 <sup>er</sup> MAI 2005
Taux général	7,45 \$ l'heure	7,60 \$ l'heure
Salariés au pourboire	6,70 \$ l'heure	6,85 \$ l'heure

Pour toute question sur la hausse du salaire minimum ou sur toute autre norme du travail, consultez notre site Internet ou communiquez avec les services à la clientèle de la Commission des normes du travail:

Région de Montréal:  
(514) 873-7061  
Ailleurs au Québec, sans frais:  
1 800 265-1414  
[www.cnt.gouv.qc.ca](http://www.cnt.gouv.qc.ca)

Québec

## LE MONDE

PÉROU

## Le vieux contentieux de la nation aymara

LUIS JAIME CISNEROS  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Lima — La révolte des Indiens aymaras contre des maires des hauts plateaux du sud du Pérou a remis au premier plan cette semaine les revendications de la «nation aymara», latentes depuis des centaines d'années sur les deux rives du lac Titicaca à la frontière entre le Pérou et la Bolivie.

Si le lynchage, lundi, du maire de Ilave à 1300 km au sud de Lima est considéré comme «un fait isolé» par les autorités, les spécialistes pensent qu'il illustre un réveil identitaire d'autochtones qui rêvent de reconstituer l'empire inca qui englobait le Pérou, la Bolivie, l'Équateur et le Chili.

Le problème va donc au-delà des accusations de corruption et de détournement de fonds publics, portées contre ce maire et celui du village proche de Tilali, où cinq conseillers municipaux sont retenus en otage depuis mercredi. La question de la «nation aymara» est comparable à celle du peuple basque, divisé par la frontière entre la France et l'Espagne,

selon l'anthropologue péruvien Luis Millones, interrogé par l'AFP. Les revendications ethniques ont été ravivées par la mondialisation qui exclut du processus beaucoup de petits pays comme le Pérou, selon cet expert. Dans la région de Puno où se trouvent Ilave et Tilali, près du lac Titicaca et de la frontière avec la Bolivie, coexistent trois cultures, la quechua, l'aymara et la créole perçue comme espagnole.

Pour le chef aymara bolivien, Felipe Quispe, l'objectif de ces Indiens des deux côtés de la frontière est de recréer le Tahuantinsuyo, l'empire inca qui connut son apogée au 15<sup>e</sup> siècle et fut détruit par les conquérants espagnols.

La foule de 15 000 Aymaras en colère qui a traîné de force le maire dans les rues d'Ilave, lundi, avant de le tuer et d'attaquer le poste de police, brandissait d'ailleurs le drapeau inca à sept couleurs aux côtés du drapeau péruvien.

Dans une interview à l'AFP, M.

Quispe, surnommé le *mallku* (autorité en langue aymara) a appelé ses «frères du Pérou» à se soulever contre Lima, estimant que cette insurrection, latente en Bolivie, s'étendra au Chili et à l'Argentine et que «tôt ou tard, nous allons nous auto-gouverner».

En octobre dernier, le rôle des Aymaras de Bolivie fut essentiel dans le renversement par une révolte populaire du président néo-libéral du Pérou Gonzalo Sanchez de Lozada.

Dans l'entretien, M. Quispe, historien, ex-guerrillero et parlementaire depuis 2002, a justifié l'épisode d'Ilave, avertissant que les Aymaras «tuent les traîtres et les voleurs» et se réjouissant que les Indiens du Pérou «relèvent la tête».

Le département de Puno est la zone qui a enregistré les plus nombreuses révoltes indigènes de l'histoire moderne péruvienne.

La population aymara compte environ 1,6 million de personnes réparties entre le Pérou, la Bolivie

et le Chili. Les Aymaras sont toutefois très minoritaires au Pérou et seraient moins de 300 000.

Pour d'autres experts, le lynchage d'Ilave rappelle que le Pérou est un Etat multiracial et multilingue mais aussi que l'Etat est absent de nombreuses régions et que son autorité est affaiblie.

## «Politique rétrograde»

La politique du gouvernement envers les indigènes «est la plus rétrograde de l'histoire du Pérou contemporain et du contexte latino-américain actuel», a dénoncé l'anthropologue Carlos Ivan Degregori au journal *Diario 21*. Il a souligné qu'alors que dans les pays voisins, des indigènes avaient conquis des droits de citoyens à part entière, au Pérou, le gouvernement les exploitait pour la promotion du tourisme.

La question indigène menace aussi la stabilité de l'Équateur où les Indiens quechuas, généralement très pauvres, représentent 40 % des 12,2 millions d'habitants et où ils ont rompu en décembre dernier une alliance conclue avec le président Lucio Gutierrez, accusé d'avoir trahi ses promesses électorales.

## Quand des Israéliens se redécouvrent Polonais, Lituanien ou Hongrois...

GILLES PARIS  
LE MONDE

Jérusalem — L'élargissement de l'Union a eu une conséquence inattendue... en Israël: la ruée vers les passeports des futurs pays membres. Le témoignage d'un quinquagénaire, Mordehai Gil, publié le 11 mars dans *Yediot Aharnot*, le grand quotidien populaire, résume le sentiment général: «J'aime Israël et je ne compte pas en partir mais, avec la situation actuelle, on ne peut pas savoir de quoi demain sera fait. Pourquoi ne pas profiter des avantages de l'Union européenne? Cela ne peut faire de mal à personne», confiait l'impétrant. Comme de nombreux Israéliens, et en dépit d'un passé particulièrement douloureux en Pologne, Mordehai Gil, né en 1940, a déposé un dossier auprès de l'ambassade de Varsovie en Israël.

Depuis des années, cette course au passeport stimule les imaginations. Des Israéliens ont par exemple tenté leur chance auprès des autorités chypriotes. Avant la création de leur Etat, nombre de réfugiés cherchant à gagner la Palestine avaient été refoulés par la puissance mandataire de l'époque, la Grande-Bretagne, vers des camps de transit sur cette île, où ils avaient reçu des titres provisoires de résidents. Chypre adhérant aujourd'hui à l'UE, certains Israéliens s'en sont alors souvenus pour demander la «nationalité» chypriote.

Mais la plupart se dirigent vers les consulats de leurs pays d'origine, parce qu'eux-mêmes, ou plus

souvent leurs parents, y sont nés: Pologne, pour la plupart, mais aussi République tchèque, Hongrie, Lituanie, ou même Roumanie et Bulgarie, qui devraient, elles, intégrer l'UE dans trois ans. En décembre 2003, l'institut de sondage israélien Dahaf a réalisé, à la demande de la Commission européenne, une enquête sur le sujet. Résultat: plus de 700 000 Israéliens pourraient être concernés par l'élargissement de l'UE. Actuellement, 330 000 citoyens israéliens disposent déjà d'un second passeport émis par un Etat membre de l'Union (une majorité de binationaux Israélo-Allemands, mais aussi beaucoup d'Israélo-Français). L'ouverture de l'Europe à des anciens satellites de l'URSS permettrait, selon Dahaf, de tripler ce nombre.

## Ambivalence des sentiments

La ruée vers ces futurs passeports européens dit bien l'ambivalence des sentiments en Israël vis-à-vis d'une Union européenne régulièrement décriée par les politiques et dans la presse. Selon l'institut Dahaf, 75 % des personnes interrogées jugent insuffisantes les réponses apportées en Europe à la multiplication des actes antisémites et estiment prioritaire la relation avec le puissant allié américain, aux dépens d'une UE, jugée trop sensible aux thèses palestiniennes. En même temps, 85 % se déclarent «favorables» ou «plutôt favorables» à la candidature d'Israël à l'Union, et 90 % considèrent «importantes» les relations d'Israël avec elle.

EN BREF

## Une force de l'ONU en Haïti

New York (AFP) — Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté hier une résolution prévoyant la création d'une force de paix pour Haïti, comprenant 6700 militaires et 1622 policiers civils, pour une période initiale de six mois débutant le 1<sup>er</sup> juin. Celle-ci remplacera en Haïti les troupes étrangères déployées au sein d'une coalition ad hoc depuis début mars. Pour former la nouvelle force, l'ONU compte sur des contributions volontaires de ses membres.

## Les colons se mobilisent pour faire échec à Sharon

CHRISTIAN CHAISE  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Colonie de Gadid — Ariel Porat montre fièrement des laitues dont l'emballage transparent proclame en grosses lettres: «Contre la séparation»: dans leur bataille contre Ariel Sharon, les colons de la bande de Gaza utilisent même les légumes qui ont fait leur réputation.

La décision de M. Sharon de soumettre dimanche son «plan de séparation» (dont la composante principale est une évacuation unilatérale de la bande de Gaza et de ses 21 colonies) à près de 200 000 membres de son parti, le Likoud, a entraîné une formidable mobilisation de tous les colons. Leur campagne semble avoir porté ses fruits, si l'on en juge par les sondages publiés jeudi et hier, qui laissent tous présager une défaite de M. Sharon. Près de 8000 colons juifs vivent sous la protection de l'armée israélienne dans la bande de Gaza, entourés par près d'un million et demi de Palestiniens.

M. Porat, 43 ans, un agriculteur et pépiniériste qui vit depuis 19 ans à Gadid, est convaincu que le NON l'emportera. Pas à cause des sondages, mais sur la base du forcing exercé par les colons.

Car ceux-ci ont mené ces dernières semaines une impressionnante campagne de porte-à-porte, rendant visite un par un à la quasi-totalité des quelque 193 000 membres du Likoud appelés à voter. Et dimanche, «pour chaque votant, il y aura cinq voitures qui l'attendront» pour l'emmener au bureau de vote, souligne M. Porat, lui-même membre du Likoud depuis une quinzaine d'années.

Tous les jours, sauf le vendredi bien sûr, les résidents du Gush, leur journée de travail terminée, quittent la bande de Gaza par le point de passage de Kissoufim pour se rendre dans une ville du sud d'Israël qui leur a été assignée par le Conseil des implantations de Judée-Samarie (Cisjordanie) et Gaza.

Ils ont avec eux une carte de la ville en question et une liste des personnes à visiter. Rares sont ceux qui refusent de les recevoir, dit Joel Friedman, un résident de la colonie de Kfar Darom, assurant que «la majorité des personnes que j'ai rencontrées n'étaient pas pour» le plan Sharon. Pas question, en tout cas, de s'attaquer à M. Sharon. Au contraire. «On t'aime, Sharon. Mais on vote contre», proclame l'un des slogans les plus répandus.

## Deux généticiens de renommée mondiale présentent les enjeux scientifiques de l'heure.

Conférences dans le cadre du congrès de l'Acfas

Science, progrès et société

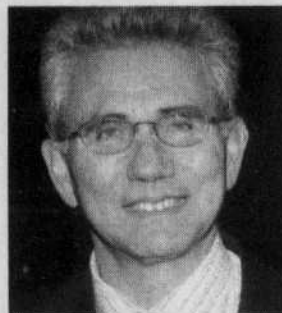


Axel Kahn  
Directeur  
Institut Cochin de génétique moléculaire

Les biotechnologies joueront un rôle important dans la vie quotidienne des gens, notamment dans la productivité agricole et dans le traitement du SIDA. Les rapports entre la communauté scientifique et la société devront faire l'objet de réflexions partagées. Optimiste éclairé, Axel Kahn croit que le «généticien citoyen» doit veiller à ce que jamais la science ne puisse porter atteinte à la dignité de la personne humaine.

Le lundi 10 mai 2004 à 17 h 30  
Salle Marie-Gérin-Lajoie  
Pavillon Judith-Jasmin  
Université du Québec à Montréal  
405, rue Sainte-Catherine Est  
Métro Berri-UQAM

Les maladies infectieuses dans le monde : science et mauvaise conscience de l'Occident



Philippe Kourilsky  
Directeur général de l'Institut Pasteur  
Professeur au Collège de France

À la tête d'un des grands réseaux mondiaux de recherche, Philippe Kourilsky déplore le fait que la mortalité causée par les maladies infectieuses se concentre à 95 % dans les pays du Tiers-Monde. La difficulté d'accès aux médicaments et vaccins interpelle aussi bien la science que la conscience des pays développés.

Le jeudi 13 mai à 17 h 30  
Studio-théâtre Alfred-Laliberté (J-M400)  
Pavillon Judith-Jasmin  
Université du Québec à Montréal  
405, rue Sainte-Catherine Est  
Métro Berri-UQAM

Entrée libre, renseignements :  
Secrétariat du congrès • (514) 987-0047, robert.diane@uqam.ca

72<sup>e</sup> CONGRÈS  
DE L'ACFAS  
LA SOCIÉTÉ DES SAVOIRS  
du 10 au 14 mai 2004 à l'UQAM

Liberté • Égalité • Fraternité  
REPUBLIQUE FRANÇAISE  
Consulat général  
de France à Québec

Association francophone  
pour le savoir  
ACFAS

UQAM  
Prenez position

**DÉCORER**

les tapis à partir de 199\$ p.c.

commercial, industriel, sol, bords, tersac, velours, marbre, céram

**SOLDE**  
de tapis mur à mur  
sous-tapis et installation  
GRATUITS

COULEUR DÉCOR DESIGN

Tapis, stores, rideaux, toiles, douillettes, couvre-lits, toiles solaires, persiennes, tringles, carpettes, bois flottant, prêt-à-porter, céramique, service décoration, GRATUIT

Claude Bouchard

3645, boul. St-Joseph Est. (514) 729-7313  
Montréal (coin 16<sup>e</sup> ave. entre Pie IX et St-Michel)

**Boutique Courir**

LONGUEUIL  
1085, chemin Chambly  
(à deux pas du Cégep)  
(450) 674-4436

MONTRÉAL  
4452, rue Saint-Denis  
(près de Mont-Royal) (514) 499-9600

Chaussures de marche disponibles en plusieurs largeurs

new balance

LE DEVOIR

## LE MONDE

L'humiliation  
de prisonniers Irakiens  
provoque «dégoût»  
et indignationCHARLOTTE RAAB  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Les sévices infligés par des Américains à des prisonniers irakiens ont provoqué hier l'indignation dans le monde, notamment dans les pays arabes, et le «dégoût» du président américain George W. Bush, deux jours après la publication de photos par la chaîne américaine CBS.

M. Bush a exprimé son «profond dégoût», en assurant que ces mauvais traitements «ne sont pas un reflet de la nature du peuple américain», alors qu'à l'étranger la polémique enfle. La Maison-Blanche avait fait savoir que les États-Unis «ne peuvent pas tolérer» de tels actes.

«Scandalisé» par ces révélations, le premier ministre britannique Tony Blair, par la voix d'un porte-parole, a souligné que ces actes «sont en contradiction directe avec toutes les règles préconisées au sein de la coalition».

Les photos, qui montrent des soldats américains maltraitant et humiliant des prisonniers dans la prison d'Abou Gharib, près de Bagdad, ont été découvertes il y a quelques semaines par l'armée américaine, et montreraient des faits remontant à novembre et décembre.

Elles ont fait le tour du monde et font notamment l'ouverture des bulletins d'information de la chaîne de télévision arabe al-Jazira, tandis que pour la télévision concurrente al-Arabiya elles révèlent la «sauagerie» de soldats américains.

Dès mercredi, le général Mark Kimmitt, chef adjoint des opérations militaires en Irak, avait annoncé la mise en cause de six militaires. Ils ont été inculpés en mars, notamment d'actes de cruauté et de conduite obscène envers une vingtaine de prisonniers, qui devraient être traduits en cour martiale.

Le général Janis Karpinski, chargée de gérer le système pénitentiaire militaire en Irak, a été suspendue de ses fonctions et fait l'objet d'une

enquête, selon un officier de haut rang. Six autres officiers font l'objet d'une procédure administrative. «Les militaires ont indiqué très clairement qu'ils allaient poursuivre ces individus, aussi sévèrement que le permet le droit», a prévenu le porte-parole de la Maison-Blanche.

Sur une photo, on voit un prisonnier irakien contraint, selon l'armée, de se tenir debout sur une boîte, tête recouverte et mains attachées, à qui l'on avait dit qu'il serait électrocuté s'il venait à tomber.

Un autre cliché montre des détenus nus et entassés, avec sur le corps de l'un une insulte en anglais. D'autres prisonniers ont visiblement été forcés à simuler des actes sexuels, et on voit un militaire américain faire un geste de victoire devant une pyramide de corps nus.

Ces images mettent en cause des hommes et des femmes appartenant à une unité de police militaire.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, s'est dit «profondément troublé», en espérant qu'il s'agisse d'un «incident isolé», et il a salué l'apparente détermination des autorités américaines à sévir. La Ligue arabe a appelé les autorités de la coalition à «châtier tous ceux qui ont été impliqués dans ces actes sauvages».

Le Comité international de la Croix-Rouge a jugé les photos «inquiétantes et troublantes» et rappelé que les Conventions de Genève de 1949, qui s'appliquent juridiquement à la situation actuelle de l'Irak, «interdisent très clairement la torture et les mauvais traitements».

Une responsable de l'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International se disait «choquée» mais «pas surprise».

Les médias américains étaient restés relativement discrets sur cette affaire, et certains donnaient hier la parole à des proches des militaires mis en cause. Selon l'avocat d'un sergent mis en cause, les soldats avaient été félicités pour le travail accompli en prison.

La sécurité à Fallouja revient à  
un général de la garde de Saddam

REUTERS

Bagdad — Un ancien général de la garde républicaine de Saddam Hussein, Djassim Mohamed Salle, a annoncé hier qu'il avait entrepris, avec l'accord de l'occupant américain, de former une unité militaire irakienne pour reprendre le contrôle de Fallouja.

Bastion de la résistance sunnite à l'occupation, cette ville, située à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Bagdad, est encerclée depuis maintenant un mois par les forces américaines.

Djassim Mohamed Salle a déclaré à Reuters qu'il allait former une unité spéciale qui «sécuriserait» Fallouja sans recours aux forces américaines «dont la population locale ne veut pas».

Des centaines de personnes agitant des drapeaux irakiens ainsi que les policiers locaux ont acclamé Salle lorsqu'il a fait part publiquement de son projet hier à Fallouja, vêtu de son uniforme d'officier de l'ancienne garde républicaine de Saddam Hussein.

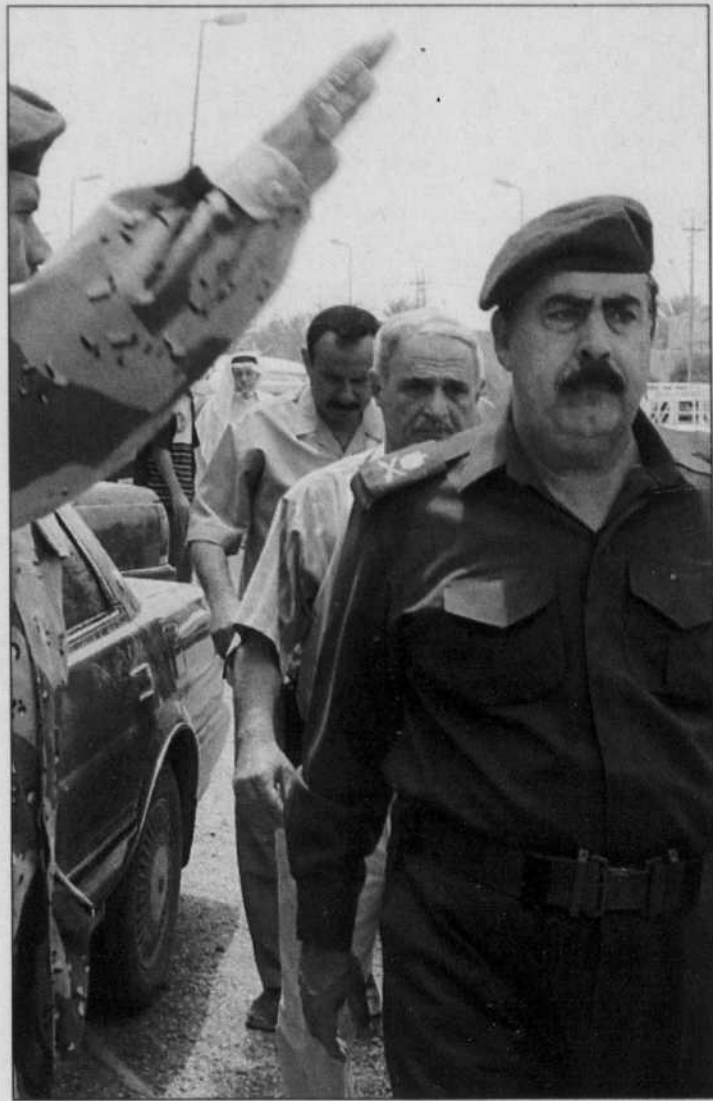
## Retrait des marines

Cette initiative coïncide avec le retrait des «marines» de certains quartiers de la ville, où, il y a un mois, quatre employés américains d'une compagnie de sécurité avaient été tués, mutilés et exhibés — un incident dont l'armée américaine avait affirmé vouloir retrouver et punir les auteurs.

A cette fin, les «marines» avaient initialement envahi Fallouja provoquant une bataille qui a fait, selon des sources humanitaires indépendantes, plus de 500 morts. Mais, pris sous un déluge de feu, ils avaient fait retraite pour camper aux portes de la ville.

Selon le *New York Times*, ce sont les officiers américains qui ont suggéré de «sous-traiter» la sécurisation de Fallouja, bastion des partisans de Saddam Hussein, à une force irakienne qui lui reste fidèle.

Le général des «marines» James Conway a confié au journal que cette unité irakienne serait essentiellement encadrée par des officiers de l'ancienne armée irakienne et que les forces américaines n'y joueraient qu'un rôle d'appoint. Cette initiative confirme le revie-



AKRAM SALEH REUTERS

Salle: la tête de l'emploi.

vement des États-Unis par rapport à leur politique initiale d'exclusion de tout ce qui pouvait, d'une manière ou d'une autre, relever de l'ancien régime.

Salle, ancien commandant de la 38<sup>e</sup> division d'infanterie de Saddam Hussein, commandera à Fallouja une force de quelque 900 hommes, pour la plupart des anciens soldats irakiens.

«Nous avons commencé à former une nouvelle force militaire rapide pour aider le Corps de défense civile et la police irakiens à mener à bien leur mission de sécurisation et de sta-

bilisation à Fallouja, sans l'aide de l'armée américaine, que la population de Fallouja rejette», a dit Salle.

Le chef de la police de la ville a confirmé à Reuters qu'un accord avait effectivement été conclu en ce sens.

Le départ des Marines de Fallouja est «une occasion» de mettre fin aux combats et «non nécessairement un accord», a cependant déclaré hier le général John Abizaid, chef du commandement central américain.

Salle, qui vit à Fallouja, devrait s'entourer d'autres anciens officiers

de l'armée de Saddam Hussein, estime-t-on dans son entourage.

On ignore encore quel pouvoir de dissuasion aura son «1<sup>er</sup> bataillon de la brigade de Fallouja» sur les quelque 2000 résistants armés retranchés dans la ville, parmi lesquels figurent, selon les États-Unis, 200 islamistes étrangers.

La mise sur pied de l'unité de Salle fait suite au renoncement de l'US Army à effectuer à Fallouja des patrouilles mixtes avec la nouvelle police irakienne formée par les États-Unis. Washington semble en outre avoir abandonné son exigence que la population de la ville lui remette les responsables de lynchage filmé des quatre Américains tués il y a un mois.

Estimant clairement qu'une solution était en vue, de nombreux habitants de la ville qui avaient fui ce mois-ci les combats formaient hier des files d'attente devant les accès de la ville contrôlés par les forces américaines.

Par ailleurs un colonel de police irakien a été tué et un responsable municipal torturé et assassiné à Sadr City, banlieue chiite de Bagdad, dans deux attaques séparées, selon un porte-parole militaire.

Hier, le chef chiite radical Moqtada Sadr a exprimé son opposition au retour, dans l'administration et l'armée irakienne, de membres du parti Baas du dictateur déchu, souvent sunnites.

«Les Américains veulent faire revenir les baasistes, mais je ne le permettrai pas», a dit Moqtada Sadr en conduisant la prière du vendredi à Koufa, où il a pu se rendre après la levée d'un barrage entre cette ville et celle de Najaf où il est réfugié.

La tension dans cette dernière ville reste forte. Une puissante explosion et des tirs ont été entendus hier soir à la limite de la ville sainte dans une zone où se trouvent de nombreux miliciens fidèles à Moqtada Sadr.

Sur le plan politique, des responsables américains ont confirmé qu'un accord se profilait entre Washington et l'ONU pour nommer l'actuel ministre irakien du Plan Medhi al-Hafez, comme le premier ministre du futur gouvernement intérimaire irakien qui entrera en fonction lors du retour de la souveraineté à l'Irak le 30 juin.

Profanation de tombes  
juives en Alsace

AGENCE FRANCE-PRESSE

Colmar — Au lendemain de la clôture en Allemagne d'une conférence de l'OSCE sur l'antisémitisme, 127 tombes juives ont été profanées dans le cimetière d'un petit village de l'est de la France, provoquant une intense émotion dans le pays.

Hier matin, un employé municipal de la commune d'Herrlisheim (non loin de la frontière allemande) a découvert de nombreuses inscriptions racistes et antisémites tracées à la peinture sur et autour de sépultures juives dans le petit cimetière du village.

Sur une stèle sur laquelle est inscrite une prière en hébreu, installée à l'entrée du cimetière, a été tracée l'inscription «Juden raus» (Les juifs dehors), a constaté l'AFP. La plaque était recouverte d'un drapeau allemand proclamant notamment «Sieg fuer unseren Fuehrer» (Gloire à notre Führer), selon les gendarmes.

Ces déprédations racistes ont

immédiatement été condamnées dans des termes très fermes par la classe politique et les plus hautes autorités françaises.

Ces profanations, exceptionnelles par leur ampleur, surviennent au lendemain de la clôture à Berlin d'une conférence de l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE) consacrée à l'antisémitisme. À l'issue de travaux, qui ont réuni plus de 500 participants, dont le secrétaire d'État américain Colin Powell, l'OSCE a approuvé une «déclaration de Berlin» engageant ses membres à un suivi statistique des crimes antisémites et à leur publication.

DES TAUX SANS GRAS  
ET SANS CHOLESTÉROL.0,29 %<sup>+</sup>TAUX POUR LES  
3 PREMIERS MOIS.  
TERME 5 ANS.

(514) 287-1211 • 1 800 798-7738 • www.multiprets.ca

<sup>+</sup>Taux sujets à changement sans préavis. Certaines conditions s'appliquent.Multi-Prêts  
COURTIER HYPOTHÉCAIRE

MULTI-PRÊTS HYPOTHÈQUES COURTIER IMMOBILIER AGRÉÉ

Le meilleur taux, dans votre intérêt.

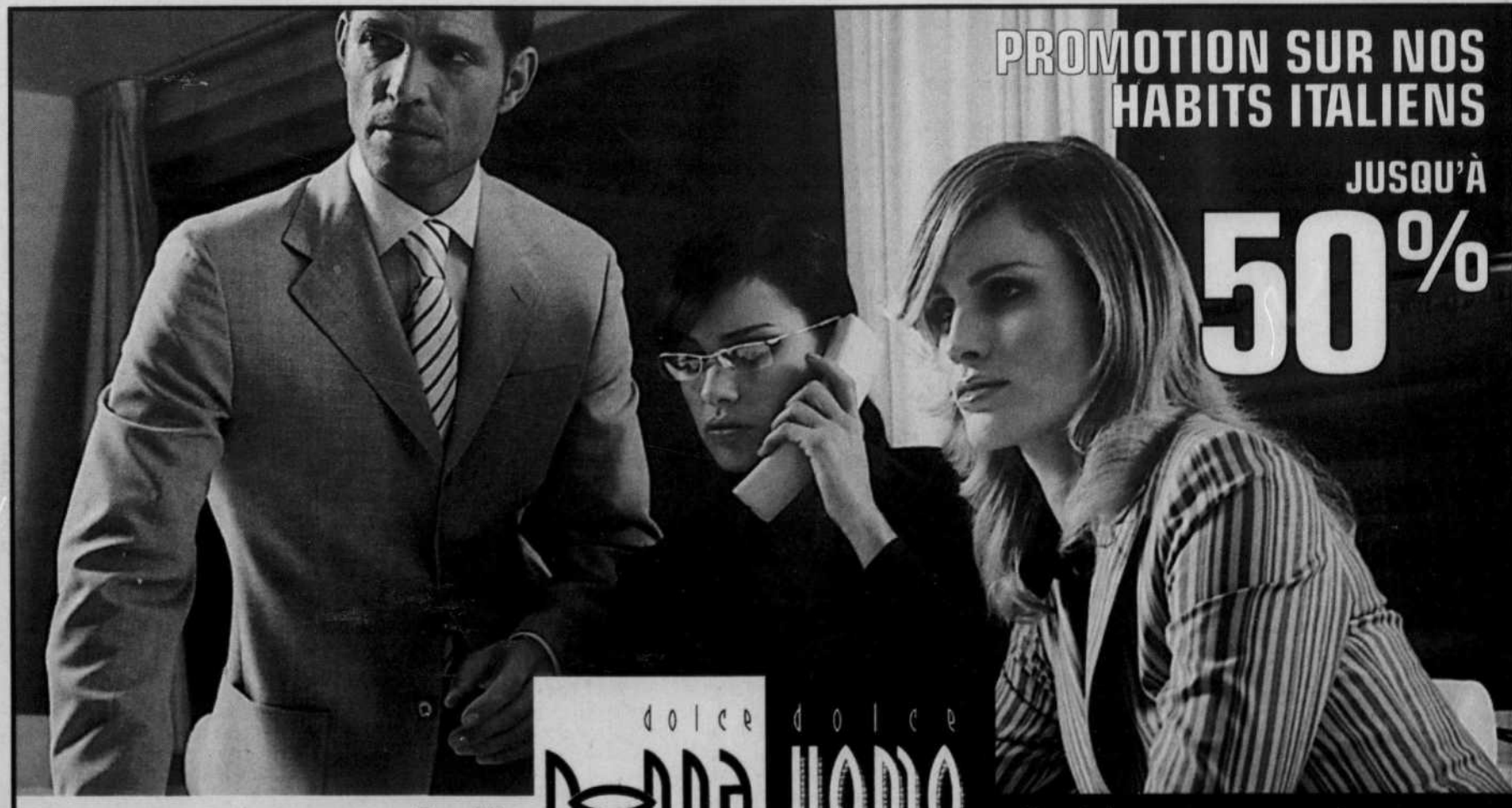
PROMOTION SUR NOS  
HABITS ITALIENS

JUSQU'À

50%

Coccoli  
chez

Deslongchamps

1007, rue LAURIER ouest,  
Outremont  
Tél.: 274-2442Pour Elle  
277, av. Laurier O. 270-6154  
Centre de Commerce Mondial 844-9125dolce donna  
dolce uomoPour Lui  
Centre de Commerce Mondial 281-7999  
5107, av. du Parc ouest 277-7558

# LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

### ÉTUDIANTS

SUIVE DE LA PAGE 1

940 \$. Au technique, il bondit de 2120 \$ à 3150 \$ (1030 \$ de plus) et au premier cycle universitaire, de 2680 \$ à 4630 \$ (1950 \$). À la maîtrise, le montant des prêts maximal, au-delà duquel une bourse est possible, vogue de 3720 \$ à 5670 \$ (1950 \$). Au doctorat enfin, il grimpe de 3740 \$ à 5690 \$ (1950 \$).

Plutôt que de soutenir 63 millions des poches des étudiants, le ministère de l'Éducation (MEQ) va chercher plus de 100 millions avec ces remodulations de plafonds des prêts, pour une hausse de 59 % par rapport au moment annoncé. Une «contrepartie» qui lui permet «d'assurer la qualité du réseau universitaire et d'embaucher de nouveaux professeurs», comme l'a indiqué au Devoir hier le ministre de l'Éducation, Pierre Reid.

«La hausse des plafonds des prêts donne une plus grande marge de manœuvre [que les 63 millions annoncés], parce que les besoins en volume d'aide ont augmenté», a-t-il expliqué hier, peu après un avant-midi d'étude des crédits où l'opposition l'a talonné sur le détail de ces mesures d'aide financière. «Ça donne au total un peu plus de 100 millions de dollars.»

Cette confirmation de l'endettement des étudiants, plus importante que les pires scénarios escomptés notamment par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), «nous a permis, par la force des choses, de ne pas faire une ponction de la même hauteur dans les universités», a aussi précisé Pierre Reid, qui affirme ne pas comprendre la colère des étudiants.

«Je ne me l'expliquais pas avant [aujourd'hui], je ne me l'explique pas plus maintenant. C'est d'abord en pensant à eux que nous avons fait cela. Nous voulons que tous les étudiants aient accès à l'aide financière.»

Le principe de hausse des plafonds des prêts augmentera l'endettement étudiant moyen de 1170 \$ à la fin des études secondaires professionnelles, calcule le MEQ, de 2170 \$ au terme des études collégiales techniques et de 5840 \$ après un premier cycle universitaire.

«Ça ne change rien! Ça ne changera que lorsque viendra le temps de rencontrer les obligations des institutions financières! Les effets se feront sentir seulement une fois les études terminées», a expliqué hier à l'Assemblée nationale le ministre Reid, lors de l'étude des crédits alloués à l'éducation.

Ces propos hérissent le nouveau président de la FEUQ, Pier-André Bouchard, qui accuse Pierre Reid de «gérer à l'aveuglette», de ne pas se «préoccuper de la génération montante» et d'être incapable d'expliquer la manière de gérer le système de remboursement proportionnel au revenu (RPR), promis pour atténuer la hausse de l'endettement.

Au ministre qui affirme que l'impact sur l'accessibilité aux études sera nul, M. Bouchard rappelle «qu'il y aura certainement une incidence sur la perception des études supérieures chez les étudiants les plus démunis. Si on veut assurer la relève, ce n'est pas en endettant les étudiants qu'on s'en donne les moyens.»

La députée péquiste Pauline Marois, critique en matière d'éducation, n'a pas non plus tellement apprécié ces mesures dévoilées hier dans le cadre de la commission de l'éducation. «Le ministre a répété à nouveau qu'il avait toutes les études et les simulations, a-t-elle dit. Si elles sont disponibles, il doit les déposer. Il les a ou il ne les a pas?»

Bombardant le ministre sur les modalités de RPR, que le ministre associe à une «police d'assurance», la députée de Taillon n'a eu aucune réponse. «Ce sont des questions auxquelles il serait irresponsable d'apporter aujourd'hui des réponses improvisées», a laissé tomber le ministre Reid.

Usant souvent devant la Commission de l'éducation de comparaisons avec l'Ontario, où l'endettement des étudiants est encore plus marqué, le ministre Reid a précisé par la suite que «ce sont les étudiants du Québec, et de très très loin, qui sont les mieux traités au Canada» en matière d'aide financière. «Nous avons tenté de faire une équation qui n'a pas d'impact sur l'accessibilité aux études.»

Au lendemain du budget, le ministre Reid avait précisé les mesures destinées à l'éducation, confirmant au passage une ponction de 63 millions dans le budget de l'aide financière, qui en compte 211. La FEUQ avait alors réagi en analysant ces données — on ne connaissait pas la hauteur des nouveaux plafonds des prêts — et avait estimé à 50 % la hausse de l'endettement étudiant.

«C'est plus que ça, et c'est doublement scandaleux», déplore Pier-André Bouchard, de la FEUQ, qui estime que «le gouvernement casse les jambes de la jeunesse sans savoir quand ni comment il pourra offrir une béquille.»

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

### Comment nous joindre?

#### La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

#### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340  
Par courriel [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)

### Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jacques-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépot légal: Bibliothèque nationale du Québec.

### MARTIN

SUIVE DE LA PAGE 1

pour l'aide que le pays se sent à l'aise d'offrir. Le Canada fait beaucoup en Afghanistan et en Haïti. Le Canada contribue à la reconstruction en Irak.»

M. Martin, qui a fait de l'amélioration des relations canado-américaines une des priorités de sa politique étrangère, a pour sa part indiqué que son hôte et lui s'étaient «très bien entendus».

Les commentaires des deux hommes allaient dans le sens de leurs besoins électoraux respectifs sans pour autant nuire à ceux de l'autre. M. Martin s'est montré à l'aise et cordial, a souligné la convergence des points de vue des deux chefs de gouvernement dans des dossiers comme le bois d'œuvre et la «vache folle», mais a évité de tomber dans le copinage.

Quant au président américain, que ses critiques accusent d'être isolé sur la scène internationale, il avait tout intérêt à souligner ses liens avec le Canada. Mais il l'a fait en ménageant l'image d'indépendance que tient à conserver M. Martin.

M. Martin a d'ailleurs encore insisté sur le sujet. «Notre nouvelle politique en matière de sécurité établit clairement que nous allons défendre notre portion de l'Amérique du Nord tout en reconnaissant notre responsabilité envers les États-Unis avec qui nous partageons ce continent», a-t-il dit à la Maison-Blanche.

#### Élections en toile de fond

Cette visite arrive à un moment charnière pour M. Martin, qui doit décider sous peu du moment des élections. Les dates les plus souvent évoquées sont celles du 9 mai pour le déclenchement de la campagne et du 14 juin pour la tenue du scrutin. Il n'a pas voulu donner prise aux conjectures hier, mais il a avoué qu'il était agréable d'avoir des sondages plus favorables.

Il en a obtenu un hier qui, pour la première fois depuis le scandale des commandites, le rapproche d'une mince majorité. Selon l'enquête Ipsos-Reid publiée hier dans le *Globe and Mail*, les libéraux recueilleraient 40 % des intentions de vote, 5 % de plus qu'il y a trois semaines. Les conservateurs ont chuté d'autant, pour atteindre 23 % des intentions de vote. Le NPD, le Bloc et les verts n'auraient pas bougé, avec respectivement 18, 11 et 5 % des appuis.

Le dossier du bouclier antimissile semble toutefois causer des difficultés au premier ministre. Il a d'ailleurs cru nécessaire de soulever la question avec le président même si le sujet ne figurait pas à l'ordre du jour. M. Martin a avoué qu'il l'avait fait parce qu'il «y a eu des questions qui ont été posées au Canada» et qu'il croyait nécessaire, dans les circonstances,

de réitérer la position canadienne.

«Nous avons souligné très fortement que nous n'étions pas prêts à considérer quoi que ce soit qui s'approcherait d'un déploiement d'armes dans l'espace. C'est tout simplement exclu», a déclaré M. Martin.

Il en aurait obtenu l'assurance de la part du président, a-t-il dit. «Le président a confirmé à la table qu'il n'envisage pas, dans ce que nous sommes en train de discuter, d'armements dans l'espace», a dit M. Martin. Malgré cela, la décision du Canada devra encore attendre quelques mois, a-t-il fait comprendre, sans expliquer le pourquoi de ce délai.

L'éventuelle participation du Canada au bouclier antimissile a toujours reposé sur deux conditions essentielles, soit l'absence d'armes dans l'espace et la préservation de NORAD comme institution binationale d'importance en matière de sécurité nord-américaine.

#### Objectifs atteints

M. Martin a généralement atteint les objectifs, officiellement modestes, qu'il s'était fixés pour cette visite, à savoir rassurer les Américains en matière de sécurité, échanger sur les questions internationales, établir de nouveaux liens avec les leaders du Congrès et obtenir des signaux encourageants dans les dossiers de la vache folle et du bois d'œuvre.

Il est sorti de ses entretiens avec, entre autres, l'assurance que l'administration Bush désire une solution dénuée de partisanerie dans le dossier de la vache folle. «J'ai assuré le premier ministre que je voulais une solution aussi rapide que possible. Il est dans l'intérêt de nos deux pays que le bœuf puisse transiter dans les deux directions. Il est aussi dans notre intérêt que ces décisions soient fondées sur des données scientifiques», a dit le président, faisant ainsi écho aux arguments canadiens. Selon M. Martin, il s'agit «d'une indication très claire de la part du président qu'il veut que ceux qui se penchent sur ce dossier aux États-Unis le résolvent».

Dans le cas du bois d'œuvre, le président ne peut pas faire grand-chose mais, selon M. Martin, «il accepte notre point de vue qu'il faut trouver une solution». De l'avis du premier ministre, la décision favorable au Canada, rendue jeudi par un tribunal de l'ALENA, «n'a pas nui».

Plusieurs dossiers environnementaux ont aussi été abordés durant le court tête à tête et la réunion qui a suivi avec leurs ministres et conseillers. Parmi les sujets touchés: le problème d'un site d'enfouissement au Vermont qui cause des problèmes en Estrie, les émissions polluantes en provenance des États-Unis qui touchent l'Ontario et la qualité de l'eau des Grands Lacs.

### ELDORADO

SUIVE DE LA PAGE 1

que j'avais déjà un diplôme», raconte M. Jamil, en entrevue au Devoir, qui a complété depuis un baccalauréat en sciences infirmières.

Il reconnaît que «les connaissances universitaires acquises dans le tiers monde ne sont pas les mêmes que dans les pays développés».

Il n'a donc pas tenté de passer l'examen du Collège des médecins. «Je n'avais pas les moyens de me consacrer à temps plein à l'étude pour mettre à jour mes connaissances, surtout sans soutien financier pour payer le loyer et nourrir les enfants», explique M. Jamil, qui a fait vivre sa famille de cinq personnes à même les prêts et bourses pendant trois ans. Il prend néanmoins la situation avec philosophie et s'attelle à assurer un «avenir excellent» à ses enfants.

#### Manque de formation d'appoint

Il n'est pas le seul dans cette situation. Bon an mal an, environ 1500 d'immigrants formulent des demandes d'équivalences aux ordres professionnels. De ce nombre, 45 % sont acceptés, 19 % sont refusés et 36 % doivent compléter une formation complémentaire.

Ces derniers ont beaucoup de difficultés à aller chercher les compétences manquantes «à la carte» dans les institutions d'enseignement. «Comme on répond mal à leurs besoins, qu'on les soutient peu — faut bien que la personne gagne sa croûte — et que la formation est souvent inaccessible, on laisse des gens sur le carreau, dans des emplois qui ne sont pas à la hauteur de leurs attentes au moment d'être sélectionnés», déplore le directeur général du Conseil interprofessionnel du Québec (CIQ), André Gariépy.

En vertu des règles budgétaires, les cégeps reçoivent du financement pour les étudiants inscrits dans des programmes menant à l'obtention d'un diplôme, rendant peu «avantageux» les cours aux immigrants déjà qualifiés. Du côté des universités, le contingentement et la disponibilité des équipements limitent aussi l'accès aux cours.

#### Dentiste

L'orthodontiste argentine Madel Paulazzo, arrivée au Québec il y a près d'un an, déplore elle aussi l'absence de cours de mise à jour des connaissances pratiques. Elle en a lourd sur le cœur contre le processus de l'Ordre des dentistes. «Qui fait la loi fait le piège», voilà le diction argentin qui vient en tête à la femme de 38 ans.

Après avoir déboursé 2000 \$ pour l'analyse de son dossier et 2500 \$ pour l'examen théorique, elle apprend que la note de passage est haussée de 70 % à 75 %. L'examen lui-même, tenu le 26 mars dernier, lui a laissé un goût amer. «Certaines questions n'étaient même pas liées à la profession, dont une sur la dermatologie. Tout le monde était furieux. Je suis contente de montrer que mes diplômes, je les ai gagnés. Mais encore faut-il que l'examen soit logique. C'est du protectionnisme», s'insurge l'orthodontiste qui a étudié 10 ans dans son domaine, dont deux en Australie et aux États-Unis où elle a complété sa spécialisation.

Si elle obtient la note de passage, elle devra se soumettre à deux examens pratiques, dans cinq ou six mois. «Mais c'est difficile quand on n'a pas pratiqué depuis un an ou deux. Je n'ai pas accès à un endroit pour pratiquer», s'exclame la femme, qui gagne sa vie comme assistante dentaire. «Je pense que je peux être utile au Québec. Je ne veux pas être à l'aide sociale ou quéter sur Sainte-Catherine. J'ai étudié longtemps pour travailler», laisse tomber Mme Paulazzo.

Il existe une autre façon de recouvrir son permis de pratique: l'Université de Montréal réserve une place en deuxième année pour un dentiste étranger. «C'est une loterie!», dénonce Mme Paulazzo. Peu importe le profil des dentistes étrangers, ils doivent alors poursuivre la formation pendant trois ans.

Le vice-doyen de la faculté de médecine dentaire explique que l'université accepte régulièrement plus d'un dentiste étranger en deuxième année, en fonction du nombre d'abandons en première année. «L'an dernier, nous en avons accepté quatre et cinq, l'année d'avant. Je ne me rappelle pas d'un candidat qui se qualifiait et qui n'aurait pas pu intégrer le programme», note Pierre Duquette, soulignant que l'Université de Montréal se démarque déjà des autres pour son ouverture à la réalité des dentistes immigrants.

#### Décalage entre la réalité et les attentes

«Il y a un certain décalage entre les attentes des immigrants et la

réalité. Pour les jeunes, ça va bien, mais c'est plus délicat pour ceux qui ont entre 30 et 40 ans [et ont] une famille», constate Sophie Fromentou, du groupe communautaire Alpa, à Montréal. «Lors du recrutement, il faudrait expliquer que cela ne va pas être de tout repos. Certains ont trop d'attentes», observe la conseillère en emploi qui vient surtout en aide à des ressortissants du Maghreb. Et le parcours du combattant ne se termine pas avec l'adhésion à un ordre professionnel, encore faut-il trouver un emploi, sans la fameuse «expérience québécoise».

Le MRCI affirme bien préparer les immigrants dès les rencontres dans le pays d'origine. «Le problème, c'est que les gens attendent d'être ici avant de faire les démarches», souligne le directeur des politiques et programmes d'immigration du MRCI, Jacques Robert. Le peu de réunions des comités d'évaluation, les documents manquants ou la traduction des documents peuvent engendrer des délais importants, particulièrement dans les ordres professionnels qui reçoivent peu de demandes.

Shafiq Allayer, 38 ans, en sait quelque chose. Ayant fui l'Afghanistan des talibans en 2001, elle tente de faire reconnaître sa formation de médecin, en s'adressant dans un premier temps au

MRCI. Premier obstacle: il lui manque son diplôme. «Mais le ministre ne donnait pas ce document, au moment où

je suis sortie de l'école», mentionne Mme Allayer qui a été en mesure de fournir uniquement son relevé de notes.

Deuxième obstacle: l'Afghanistan ne répond plus. Jacques Robert du MRCI confirme qu'il est extrêmement difficile de valider les diplômes afghans et somaliens, les gouvernements étant complètement désorganisés.

Récemment, on lui a suggéré de passer par l'Ambassade afghane, à Ottawa. «Mais ils ne sont pas certains que cela va fonctionner».

Déterminée à travailler dans le secteur de la santé, Shafiq tente un retour aux études. Ses documents manquants reviennent alors la hanter. Pas moyen d'être admise en médecine à McGill sans diplôme collégial. Qu'à cela ne tienne, elle se rend au cégep. Le Collège Dawson la renvoie au secondaire. «Rendue là, j'ai oublié cela [les études]», s'exclame la femme qui travaille maintenant au Centre communautaire des femmes sud-asiatiques.

Originaire du Salvador, Victor Regalado s'est aussi buté aux exigences administratives du réseau de l'éducation. Sans emploi, après avoir fait cinquante-six métiers, le Salvadorien — connu pour la bataille qu'il avait menée dans les années 80 pour être reconnu comme réfugié — tente de s'inscrire en 2001 à une attestation d'études collégiales en multimédia, commanditée par Emploi-Québec. Déjà détenteur d'un baccalauréat en communication de l'UQAM complété en 1987, il joint son diplôme universitaire à sa demande. Le Collège Montmorency refuse sa demande parce qu'il n'a pas fourni son diplôme d'études secondaires.

«C'est une erreur de jugement, un manque de professionnalisme. Un diplôme universitaire du Québec vaut autant sinon plus qu'un diplôme d'études secondaires», s'étonne Victor Regalado, qui vit au Québec depuis 1982. Il a déposé une plainte à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse pour discrimination. Dans un jugement rendu en mars, le Tribunal des droits de la personne lui a donné raison et a condamné le Collège à lui verser la somme de 28 577 \$, en dommage matériels et moraux.

#### Groupe de travail ministériel

Au fait des difficultés vécues par les immigrants qualifiés, le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Michelle Courchesne a formé le mois dernier un groupe de travail sur la reconnaissance des équivalences, présidé par son adjoint parlementaire, Diane Legault, auparavant directrice de l'Ordre des dentistes. «C'est assez inconcevable qu'une personne qui exerçait bien sa profession dans son pays ne puisse plus la faire ici et doive recommencer son cours au complet. [...] Je comprends la préoccupation des ordres de maintenir la qualité des services pour protéger le public. Par contre, il y a quand même des améliorations à apporter au niveau de la lenteur des processus», croit la ministre Courchesne. Le comité devrait rendre public un document en juin en vue d'une consultation à l'automne.

## EUROPE

SUIVE DE LA PAGE 1

mais aussi de la partie grecque de Nicosie à La Valette en passant par Riga, Vilnius et Ljubljana. «On est heureux que l'Europe se retrouve, on efface Yalta», a déclaré sur France-3 l'ancien président de la Commission européenne, le Français Jacques Delors.

Les réjouissances ont surtout eu lieu chez les entrants, majoritairement issus de l'ancienne Europe communiste. Dans la vieille UE, seuls Dublin, capitale européenne pour six mois, et Berlin avaient décidé de faire la fête. Même Bruxelles, cœur battant de l'UE, n'avait programmé qu'un simple envol de montgolfières, et il a dû être annulé en raison d'un orage.

Le premier ministre tchèque Vladimir Spidla a résumé hier le sentiment des nouveaux États membres issus de l'ancien bloc soviétique: «Rejoindre l'UE, c'est la fin d'un long et difficile voyage», a-t-il confié à l'AFP, le visage épanoui.

«Comme beaucoup de Tchèques, je suis impatient d'être dans l'UE, principalement pour la liberté qu'elle va nous apporter», a-t-il ajouté, avant de prononcer un discours enthousiaste devant la foule réunie sur la place Wenceslas à Prague. Il y a quinze ans, au même endroit, des manifestations monstres y avaient fait tomber pacifiquement la dictature communiste.

Plus au sud, dirigeants autrichiens, italiens et slovénes se sont rencontrés à 1509 mètres d'altitude, sur un sommet, celui des Trois frontières, partagé par leurs pays respectifs.

Dans la «vieille UE», l'enthousiasme est moins présent, mais cela n'a pas empêché le Luxembourg de saluer l'arrivée de ces dix nouveaux États membres. «Réjoignons-nous de la réconciliation de l'histoire et de la géographie européennes. Yalta est enterré», se sont félicités le premier ministre Jean-Claude Juncker et son gouvernement dans une «proclamation» de «bienvenue».

L'Europe à 25 vient cloenner la fin d'un long processus enclenché sur les décombres du mur de Berlin, tombé le 9 novembre 1989. Presque 15 ans après, il ne reste plus aucune trace en Europe de ce «rideau de fer» qui a séparé l'Europe d'est en ouest pendant des décennies.

L'élargissement historique de l'Union européenne à 25 États membres marquera «la fin d'une division artificielle» entre Européens, a assuré de son côté le premier ministre irlandais Bertie Ahern, dont le pays préside actuellement l'UE, dans une tribune publiée hier par le *Wall Street Journal Europe*.

Entrée dans l'UE de trois anciennes républiques soviétiques (Estonie, Lituanie, Lettonie), de quatre ex-satellites de l'URSS (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie) et d'une ancienne république yougoslave (Slovénie) consacre cette unification du continent voulu, non sans hésitations, par les Européens. Deux îles méditerranéennes, Chypre et Malte, entrent également dans l'UE.

Déjà, au début du mois, l'entrée dans l'Alliance atlantique des républiques baltes, de la

Slovaquie et de la Slovonie, après celle de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque en 1999, avait eu des allures de répétition avant les cérémonies prévues aujourd'hui.

Celles-ci auront lieu dans le Phoenix Park de Dublin, l'un des plus grands d'Europe, en présence des 25 chefs d'État et de gouvernement de la future grande Union européenne. La police, qui redoute des débordements lors des manifestations attendues, sera sur le pied de guerre à Dublin avec 5000 hommes mobilisés. Quelque 2500 soldats ont également été appelés en renfort.

À l'est de l'Europe, par un parfait beau temps, les foules sont descendues dans les rues des grandes villes pour écouter leurs stars locales ou s'adonner au chant collectif, qui est la grande passion des pays baltes.

À Prague, des milliers de personnes ont écouté du rock tchèque sur la place de la vieille ville, d'ordinaire surtout fréquentée par les touristes du monde entier.

À Varsovie, des milliers de Polonais festifs ont convergé devant le château Royal. À Budapest, plusieurs dizaines de milliers de Hongrois se sont rassemblés sur la place des Héros pour entendre de la musique du monde entier.

Berlin a organisé une fête populaire avec bière et spécialités des pays membres aux abords de la porte de Brandebourg, symbole de la division de l'Europe pendant 40 ans.

Dans toute l'Union, qui s'étend à partir de ce matin jusqu'à la frontière de l'Ukraine ou de la Biélorussie, les dirigeants de l'UE n'ont pas été avares de lyrisme.

«J'ai les larmes dans les yeux, a par exemple dit le premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin. Ce sont les larmes de la mémoire, de nos tragédies, de nos morts, de nos hontes [...], ce sont aussi des larmes de joie.»

Lech Walesa, l'ancien syndicaliste polonais qui a grandement contribué dans les années 80 à l'écroulement du communisme en Europe de l'Est, a déclaré: «Le rêve de ma vie est accompli [...] maintenant, ma lutte est finie.»

Partout, avant de tirer des centaines de feux d'artifice au moment même de l'élargissement (22h GMT), des gestes symboliques étaient prévus un peu partout.

La Lituanie a décidé d'être le plus brillant de tous les nouveaux membres de l'UE. Ses habitants ont allumé toutes leurs lumières à 22h40, heures locales, afin qu'un satellite puisse en donner la preuve avec une photo.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, devait rencontrer à Cimoszewicz sur le pont qui sépare Francfort sur l'Oder de la ville polonaise de Slubice.

À minuit également, le président de la Commission européenne, Romano Prodi, devait se rendre dans une autre ville divisée, Gorizia/Nova Gorica, à la frontière de l'Italie et de la Slovénie.

Plus solennellement, le président polonais, Aleksander Kwasniewski, devait hisser à la même heure la bannière bleue étoilée de l'Union européenne sur la place Jozef Pilsudski à Varsovie.